

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**  
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION  
*Documents officiels*

PREMIERE COMMISSION  
23e séance  
tenue le  
mardi 30 octobre 1990  
à 15 heures  
New York

PROCES-VERBAL DE LA 23e SEANCE

**Président :** M. RANA (Népal)  
**Puis :** M. MORRIS (Australie)  
(Vice-Président)

SOMMAIRE

Déclaration du Président

Débat général sur toutes les questions relatives au désarmement (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.  
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.1/45/PV.23  
8 novembre 1990

FRANÇAIS

La séance est ouverte à 15 h.

DECLARATION DU PRESIDENT

POINTS 45 A 66 ET 155 D. L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme les membres le savent et comme le prévoient l'organisation et le calendrier des travaux de notre commission, le délai limite de soumission des projets de résolution au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement était fixé à 18 heures ce soir. Mais je dois à présent informer la Commission que plusieurs délégations m'ont demandé, compte tenu des négociations intenses actuellement en cours, de reporter ce délai de 24 heures. D'autres consultations ont lieu à ce propos d'où il ressort, comme je crois le comprendre, que cette demande est faite dans le cadre de la rationalisation des travaux de la commission. Je propose donc que la commission décide de reporter le délai limite de soumission des projets de résolution au titre des points 45 à 66 et 155 de l'ordre du jour relatifs au désarmement à 18 heures demain, 31 octobre 1990.

Si je n'entends pas d'avis contraire, je considérerai que la Commission approuve cette procédure, et il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

M. BANGALI (Sierra Leone) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de me joindre aux représentants qui m'ont précédé pour vous féliciter de votre élection méritée à la présidence de cette commission si importante. Nous avons en votre personne un leader intelligent et expérimenté, un diplomate compétent et le représentant éminent d'un pays ami. La délégation de la Sierra Leone vous promet son plein appui et sa coopération totale dans l'accomplissement de votre mandat à la direction des travaux de la Première Commission. Nous tenons de même à féliciter les autres membres du bureau de leur élection.

Cette année, les travaux de notre commission, qui se réunit pour examiner les questions relatives au désarmement et les questions connexes relatives à la sécurité, se déroulent dans une période particulièrement historique. Pendant l'année écoulée, une évolution spectaculaire, qui pourrait modifier sensiblement et pour longtemps le cours de l'histoire moderne, a eu lieu en Europe et dans les relations Est-Ouest en général. L'élément clef de cette évolution est la fin

M. Bangali (Sierra Leone)

apparente de la guerre froide qui, pendant plus de quatre décennies, a paralysé les efforts de la communauté internationale en vue d'élaborer un système de sécurité collective reposant sur les principes de la Charte des Nations Unies. Le monde se trouve aujourd'hui à une croisée des chemins historique - il est dans un état euphorique devant les changements positifs et importants qui se sont produits, mais conscient des dangers et des risques que comporterait une attitude de complaisance, surtout parce que la paix demeure un rêve éloigné pour des millions d'êtres humains dans plusieurs régions de conflit à travers le monde.

Notre organisation se trouve, elle aussi, à une croisée des chemins; la fin de la guerre froide et l'intérêt croissant porté au multilatéralisme comme étant la méthode la plus prometteuse pour régler les problèmes de plus en plus partagés du monde ont enfin placé les Nations Unies au centre même des affaires internationales. Cependant, nous comprenons tous que ce nouveau consensus international positif pourrait encore se désagréger à moins que des solutions durables ne soient trouvées aux problèmes non encore réglés, tels que ceux qui concernent la guerre et la pauvreté.

M. Bangali (Sierra Leone)

Le nouveau climat international offre à la fois des chances et des défis. A cette commission, nous nous occupons de problèmes qui sont intimement liés à la raison d'être des Nations Unies. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales constitue l'objectif primordial de l'Organisation. Cependant, depuis sa création il y aura 45 ans ce mois-ci, l'Organisation des Nations Unies a connu à la fois une prolifération d'armements et une prolifération de conflits. Et encore que la plupart des armes aient été fabriquées dans le monde développé, la plupart des conflits, faisant des millions de morts et causant de très graves destructions et perturbations économiques, se sont situés dans le monde en développement. Nous voyons un lien très net entre la course aux armements et l'existence de conflits, et, par conséquent, entre le désarmement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La fin de la guerre froide offre maintenant à notre organisation une occasion inestimable de relever un défi important : comment réaliser le désarmement général et complet et appliquer les dispositions de sécurité collective de la Charte.

Dans ses discussions sur les crises mondiales, la communauté internationale semble avoir laissé de côté la situation tragique qui règne aujourd'hui dans notre Etat frère, le Libéria. Le carnage, la destruction de biens matériels, les souffrances et les épreuves des Libériens engendrés par ce conflit dans un pays jadis pacifique et stable n'ont guère de parallèle dans l'histoire contemporaine de l'Afrique. Et pourtant, la communauté internationale a relégué cette triste situation au plus bas niveau de ses priorités. En effet, le Libéria n'est pas un pays producteur de pétrole et il n'a à peu près rien à voir avec le prix du pétrole; il n'a pas été non plus envahi par un voisin puissant. Mais il existe une crise dans le pays, et une crise où que ce soit dans le monde est une atteinte à la paix mondiale. Nous ne pouvons pas parler du désarmement et du règlement des conflits dans le monde en tenant compte uniquement d'une région déterminée. Il s'agit d'un ensemble englobant toutes les régions du monde, qu'elles soient importantes ou non.

Certains penseront peut-être que la tragédie du Libéria est sans rapport avec les questions qui sont examinées à la Première Commission. C'est une grave erreur. Car le niveau de violence qui a causé d'indicibles souffrances à des milliers de Libériens n'aurait pas été possible sans l'afflux continu d'armes et de munitions destinées aux diverses factions. Cet afflux d'armes a permis de commettre des

M. Bangali (Sierra Leone)

atrocités. Cela confirme ce que nous avons déjà dit au sujet des graves conséquences que doivent subir les pays en développement qui ne fabriquent pas d'armes et qui servent encore de terrains d'essai pour les armes classiques. Ceux qui, au mépris de toutes les considérations morales, attisent ce feu doivent assumer la responsabilité des résultats.

Des familles et des communautés entières ont été déplacées au Libéria, ce qui a créé un problème massif de réfugiés et imposé des contraintes accablantes aux économies fragiles des pays voisins dont le mien. Une bonne partie de cet état de choses, comme l'a dit notre ministre des affaires étrangères, lorsqu'il a parlé à l'Assemblée générale au début du mois, n'est peut-être pas connu de la communauté internationale et beaucoup n'en sont donc pas conscients. Voilà pourquoi nous engageons les Nations Unies à appuyer le plan de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La Sierra Leone réaffirme son point de vue selon lequel l'élimination de toutes les armes de destruction massive - nucléaires, chimiques et biologiques - devrait continuer de bénéficier de la priorité la plus élevée dans tous les efforts de désarmement, qu'ils soient bilatéraux, régionaux ou internationaux. Comme les armes nucléaires menacent la survie même de l'humanité, et que toutes les armes de destruction massive menacent de manière aveugle le caractère sacré de la vie humaine, nous sommes convaincus que ces armes devraient non seulement être interdites mais détruites. A ce propos, ma délégation déplore les résultats assez décourageants de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération et le fait qu'il n'a pas encore été possible d'aboutir à une convention globale sur les armes chimiques.

La Sierra Leone n'est pas seulement partie au TNP en tant qu'Etat membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), elle appuie fermement la Déclaration de l'OUA sur la dénucléarisation de l'Afrique. Voilà pourquoi nous estimons que, comme la grande majorité des Etats du monde - quelque 140 pays - a renoncé à l'option nucléaire en adhérant au Traité sur la non-prolifération, les cinq Etats dotés d'armes nucléaires devraient se joindre au consensus international contre ces armes atroces et commencer à prendre des mesures concrètes afin d'éliminer les armes nucléaires. Pour commencer, ils devraient se mettre d'accord sur une interdiction complète des essais et, comme l'a proposé la délégation du Nigéria, prendre des initiatives nouvelles et énergiques en ce qui concerne les garanties de sécurité négatives.

M. Bangali (Sierra Leone)

Nous pensons également que les Etats dotés d'armes nucléaires et les autres grandes puissances devraient prendre des mesures concrètes contre la menace nucléaire que le régime d'apartheid d'Afrique du Sud représente pour la paix et la sécurité régionales et internationales. Pour commencer, il faudrait mettre l'Afrique du Sud en demeure d'adhérer au Traité sur la non-prolifération sans aucune condition, de soumettre toutes ses activités nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de pratiquer la transparence et l'ouverture dans ses programmes nucléaires et militaires.

Contrairement à l'Afrique du Sud qui continue à nourrir des ambitions en matière de nucléarisation et de militarisation, nous, les Etats africains indépendants membres de l'OUA, sommes fermement décidés à transformer notre continent en une zone exempte d'armes nucléaires et à favoriser le règlement pacifique des conflits dans notre région, conformément aux dispositifs de la Charte de l'OUA et de la Charte des Nations Unies. Voilà pourquoi la Sierra Leone demande instamment que les Nations Unies appuient fermement les initiatives prises pour appliquer la Déclaration de l'OUA sur la dénucléarisation de l'Afrique et pour favoriser les mesures propres à accroître la confiance dans la région, ce qui contribuerait à empêcher une course aux armements ou un recours à la force dans le règlement des différends entre Etats.

A ce sujet, ma délégation félicite le Département des affaires de désarmement des programmes qu'il a organisés en Afrique, notamment du récent Atelier d'Arusha sur le règlement des conflits et l'accroissement de la confiance entre Etats africains, organisé à l'intention de hauts fonctionnaires et de militaires de haut grade africains. Nous espérons que les résultats de ces rencontres ou conférences seront publiés afin que les comptes rendus et conclusions des débats puissent être conservés et facilement consultés. Nous proposons que soient organisés régulièrement des programmes de ce genre à l'occasion desquels on examinerait également des problèmes concrets comme le transfert d'armes dans des zones de conflit sur notre continent. S'agissant des transferts d'armes, ma délégation espère que les armes mises au rebut à la suite d'accords sur le désarmement en Europe seront détruites et ne seront pas transférées dans d'autres pays ou régions. Nous appuyons également l'idée d'un registre international des armements placé sous les auspices des Nations Unies, qui permettrait de suivre la trace de toutes les ventes et de tous les transferts d'armes.

M. Bangali (Sierra Leone)

Nous estimons que les initiatives et les efforts en matière de désarmement visant à contrôler ou à éliminer les stocks d'armes se trouvant déjà dans les arsenaux des Etats devraient aller de pair avec les efforts visant à empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes ou d'une course aux armements dans les régions où cette course n'a pas encore lieu. Voilà pourquoi ma délégation est favorable à un examen attentif de la question des progrès scientifiques et techniques dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Mais, en même temps, nous tenons à insister sur le fait que le contrôle de l'aspect qualitatif de la course aux armements ne devrait pas, à notre avis, servir de prétexte à freiner ou à gêner d'autre manière le libre mouvement des connaissances et des compétences scientifiques dont tous les pays, en particulier les pays en développement, ont besoin pour leur développement.

Nous voyons dans les mesures propres à accroître la confiance un moyen particulièrement efficace d'empêcher l'apparition d'une course aux armements, surtout dans les régions qui, comme la nôtre en Afrique, ne fabriquent pas d'armes. Un processus à long terme continu et global d'accroissement de la confiance rendrait superflu l'acquisition d'armes et permettrait de ce fait aux pays intéressés de porter toute leur attention sur leur objectif prioritaire, c'est-à-dire la promotion du développement social et économique.

M. Bangali (Sierra Leone)

La Sierra Leone se félicite du processus de mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe et des progrès vers la signature, plus tard cette année à Paris, d'un accord sur la réduction des forces armées en Europe. En tant que continent où se retrouve la plus haute concentration d'armements et de forces armées du monde entier, l'Europe a été le centre des préoccupations mondiales en matière de course aux armements et, maintenant, elle est à l'épicentre des progrès accomplis dans le domaine du désarmement. Tout progrès sur ce continent a, par conséquent, un sens et une pertinence de portée internationale. En effet, ma délégation estime que l'expérience européenne peut servir de leçon utile à d'autres parties du monde. Les Nations Unies peuvent peut-être servir d'instance pour l'examen comparatif de diverses initiatives et de divers processus d'édification de la confiance.

Malgré l'importance et la pertinence évidentes pour la paix et la sécurité internationales et également pour la promotion du développement économique qu'il revêt, le désarmement sera sapé et relégué au second plan des politiques nationales et internationales si tous les Etats n'observent pas la primauté du droit. Il importe donc qu'au cours de l'examen des divers points de notre ordre du jour relatifs au désarmement, nous ne perdions pas de vue le contexte politique plus large. Les questions de désarmement doivent être liées à des questions concrètes de guerre et de paix et à des questions relatives au respect des dispositions de la Charte des Nations Unies. Dans le cas contraire, toutes les résolutions et tous les traités que nous pourrions appuyer dans le domaine du désarmement risqueraient d'être compromis ou de perdre tout sens dans l'éventualité d'une guerre. Nous devrions par conséquent, tout en travaillant au désarmement, chercher à résoudre les différends existants et à prévenir l'émergence de nouveaux différends. Cet aspect mérite une attention accrue dans nos efforts collectifs destinés à encourager le désarmement et la sécurité internationale.

M. AL-DOSARI (Bahreïn) (interprétation de l'arabe) : Je suis très heureux, Monsieur le Président, de vous féliciter chaleureusement, au nom de la délégation du Bahreïn, de votre élection à la présidence de la Première Commission et de la confiance méritée qui a été placée dans vos talents de diplomate, qui vous permettront de diriger avec succès nos travaux. Je souhaite féliciter vos collègues du Bureau de leur élection. Nous sommes sûrs que les travaux de la Première Commission seront couronnés de succès.



M. Al-Dosari (Bahreïn)

Dans le climat d'optimisme qui a commencé à marquer les dernières années de ce siècle, nous observons l'émergence d'une nouvelle ère dans les relations internationales. En raison de l'amélioration spectaculaire des relations Est-Ouest, qui a suscité de grands changements dans le climat de la sécurité internationale, les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se fondent maintenant sur la coopération et la coordination et non plus sur la compétition et la confrontation. Les progrès accomplis vers la coexistence pacifique sont renforcés chaque jour davantage par la signature d'accords sur la réduction des armes classiques et nucléaires et par les efforts communs qui sont faits pour résoudre les problèmes internationaux par les Nations Unies. La nouvelle situation de la sécurité internationale a rendu obsolètes beaucoup de doctrines militaires qui dès 1945 ont obsédé les stratèges militaires. Ces théories ont maintenant perdu leur validité et ne sont plus applicables.\*

Le résultat le plus remarquable des négociations entre les deux superpuissances pour ouvrir la voie à la coexistence pacifique a été la signature en 1967 par les Etats-Unis et l'Union soviétique du Traité sur l'élimination de leurs missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée. Le Traité FNI comprenait, pour la première fois, des clauses sur l'élimination totale de toute une catégorie de missiles nucléaires, en plus de dispositions sans précédent sur les procédures de vérification internes.

Bien que certains Etats qui en sont dotés estiment que la possession d'armes nucléaires contribue à leur sécurité nationale, il y a une école de pensée différente dans la communauté internationale, à laquelle d'autres pays souscrivent, qui favorise des modes d'action en maintenant et en encourageant la paix et la sécurité internationales, comme les zones exemptes d'armes nucléaires et l'accession au Traité de non-prolifération.

L'Etat du Bahreïn appuie la Déclaration adoptée en 1971 en vue de faire de l'océan Indien une zone de paix. Nous espérons que les obstacles aux négociations sur la Conférence de l'océan Indien seront surmontés afin que la Conférence de 1991 sur l'océan Indien soit en mesure de réaliser les objectifs de la Déclaration.

Nous appuyons également l'idée d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient adoptée, entre autres, dans les résolutions 43/65 et 44/108.

---

\* M. Morris (Australie), Vice-Président, assume la présidence.

M. Al-Dosari (Bahreïn)

Le Ministre des affaires étrangères du Bahreïn, qui a pris la parole devant l'Assemblée générale le 1er octobre dernier, a rappelé que le Bahreïn estime qu'il est nécessaire de faire du Moyen-Orient une région exempte d'armes nucléaires, chimiques, biologiques et d'autres armes de destruction massive. Cela serait un progrès important vers des mesures qui permettraient d'assurer la paix et la sécurité aux pays pacifiques de la région et de faire disparaître de la région le spectre de la guerre chimique et nucléaire. Cette position est fondée sur le droit légitime à l'autodéfense et à la dissuasion de toute tentative de violation de leurs droits inaliénables. Elle va également de pair avec la philosophie, les valeurs et les principales tendances de notre époque.

La capacité nucléaire croissante d'Israël et sa réticence à placer ses installations nucléaires sous le système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sont une menace pour l'ensemble de la région. L'inquiétude à cet égard a été exprimée dans le document GC (XXXIV) PBS/526 de l'AIEA.

La lutte pour la réduction des armements est la responsabilité de l'ensemble de la communauté internationale. Par conséquent, la coopération et la détente deviennent indispensables. Il n'est plus acceptable de dépenser des sommes importantes sur les armements au détriment de l'économie mondiale et du bien-être des pays du monde.

La militarisation de l'espace extra-atmosphérique est inacceptable à l'ère de la détente internationale. Il est par conséquent nécessaire que les pays en possession de cette capacité technique s'abstiennent de faire de l'espace extra-atmosphérique l'arène d'une course aux armements de l'ère spatiale. Les efforts déployés dans l'espace devraient être consacrés non pas aux armements mais plutôt à l'exploration et à la recherche au profit de toute l'humanité.

Le respect des conventions internationales est la deuxième façon de sauvegarder la sécurité et la stabilité des peuples et des Etats.

L'invasion du Koweït par l'Iraq est un précédent très grave et une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Elle menace la paix et la sécurité internationales. L'annexion du Koweït par l'Iraq est une violation flagrante du droit international, sans mentionner la terreur systématique dont sont victimes la population et les résidents du pays, la dispersion de la population, le pillage des

M. Al-Dosari (Bahreïn)

biens et la destruction des infrastructures koweïtiennes aux mains des forces d'occupation iraqiennes.

L'ère de la détente laisse présager un nouvel ordre international qui mettra en évidence le principe de la sécurité collective et celui de la coopération multilatérale. Cela rend nécessaire l'acquisition par l'ONU des mécanismes qui lui permettraient de maintenir la paix, de libérer le monde de l'injustice et de la tyrannie et d'assurer la sécurité, la justice et la liberté pour tous.

M. ALMUAKKAF (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) : La délégation soeur d'Algérie a déjà pris la parole au nom de l'Union arabe maghrébine qui comprend la Jamahiriya arabe libyenne, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie. J'aimerais cependant y ajouter quelques mots.

Tout d'abord, je tiens à féliciter l'Ambassadeur Pratap Rana à l'occasion de son élection à la présidence de la Première Commission à la quarante-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale. Je suis persuadé qu'il assurera le succès de nos travaux grâce à son expérience, à sa compétence ainsi qu'à sa connaissance des questions de désarmement. Je voudrais l'assurer de l'entière coopération de ma délégation dans la réalisation de la noble tâche qui lui a été confiée. J'aimerais également remercier son prédécesseur, M. Adolfo Taylhardat, qui a dirigé les travaux de la Commission d'une manière exemplaire lors de la session précédente. Enfin, je tiens aussi à féliciter les autres membres du bureau à l'occasion de leur élection.

Une atmosphère de détente et de compréhension sans précédent prévaut aujourd'hui dans les relations internationales. Celles-ci ont connu une évolution positive : la guerre froide est terminée et la compréhension et la coopération ont remplacé l'affrontement et les rivalités. Ma délégation se félicite du rapprochement Est-Ouest et des développements qui résultent des négociations bilatérales et multilatérales visant à la conclusion d'une convention sur l'élimination complète des armes nucléaires et la cessation de la course aux armements nucléaires entre les Etats dotés de ces armes.

Ma délégation se félicite aussi de la réunification des deux parties du Yémen, de la réunification de l'Allemagne, de l'indépendance de la Namibie, après une longue lutte, et de la libération de Nelson Mandela et de ses collègues. Nous sommes heureux de constater la stabilité qui a été récemment trouvée en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi que les progrès vers la solution du problème du Cambodge et vers la réunification de la Corée.

Le désarmement nucléaire est au premier rang des problèmes de désarmement. Mon pays accorde une importance particulière à cette question, car les armes nucléaires constituent le plus grand danger qui menace l'humanité. La mise au point et l'amélioration de ces armes augmentent les sentiments de peur et d'insécurité éprouvés devant l'éventualité d'une catastrophe nucléaire qui pourrait anéantir l'humanité. C'est là un sujet de grave préoccupation pour le monde

M. Almuakkaf (Jamahiriya arabe libyenne)

entier, et tout particulièrement pour les pays non dotés d'armes nucléaires. En attendant qu'un désarmement nucléaire général et complet soit réalisé, des mesures efficaces doivent être prises pour garantir la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires.

En dépit des espoirs qu'ont fait naître les mesures efficaces et courageuses prises par les deux superpuissances en vue de donner une nouvelle structure à la sécurité internationale et d'entamer des négociations pour la réduction des armes nucléaires, il nous faut admettre que les stocks d'armes nucléaires en leur possession sont plus que suffisants pour anéantir plusieurs fois le monde. C'est pourquoi ces puissances devraient examiner sérieusement la gravité de la menace que fait peser cette situation sur la paix et la sécurité internationales et le besoin de faire preuve de la volonté politique nécessaire en vue d'éliminer complètement ces armes. Nous appuyons toutes les propositions visant à l'élimination générale et complète des armes nucléaires et à la cessation de la course aux armements.

Mon pays encourage également les efforts déployés par plusieurs pays Membres de notre organisation, notamment par les pays non alignés, en vue de transformer le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires en un traité d'interdiction complète, car une telle mesure contribuerait de façon sérieuse et réellement efficace à l'arrêt de la mise au point et de la prolifération des armes nucléaires et constituerait un pas décisif vers leur élimination finale. Ma délégation n'épargnera aucun effort pour contribuer au succès de la Conférence d'amendement prévue pour le mois de janvier prochain.

Ma délégation regrette vivement que la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'est tenue récemment à Genève, n'ait pas réussi à adopter un document final. Elle espère toutefois que tous les pays seront en mesure de faire de plus amples efforts pour donner une nouvelle impulsion aux travaux de la prochaine conférence afin d'en assurer le succès.

Mon pays s'associe aux autres pays qui ont demandé la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans plusieurs régions du monde en vue de libérer entièrement le monde des armes nucléaires, de sorte que la paix et la sécurité puissent être établies dans ces régions, compte tenu des caractéristiques de chaque région. A cet égard, nous réaffirmons la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) adoptée en 1964 au Caire, qui demande la dénucléarisation de l'Afrique. Toutefois, de l'avis de ma

M. Almuakkaf (Jamahiriya arabe libyenne)

délégation, cette déclaration ne saurait être appliquée tant que le régime raciste de l'Afrique du Sud poursuivra ses essais et la mise en oeuvre de ses programmes nucléaires, continuera de développer sa capacité nucléaire et refusera d'adhérer au Traité sur la non-prolifération (TNP) ou de placer ses installations nucléaires sous le régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ainsi que le confirme le rapport du Secrétaire général contenu au document A/45/569. Le régime raciste de l'Afrique du Sud empêche le continent africain de se libérer entièrement du cauchemar engendré par l'existence des armes nucléaires. La destruction des armes nucléaires du régime sud-africain et l'arrêt de leur mise au point et de leur amélioration sont des préalables à la dénucléarisation de l'Afrique. Tout en espérant que le monde entier pourra adopter et adhérer fermement aux mesures de non-prolifération, ma délégation se doit de dire que certains Etats nucléaires persistent à violer ces mesures en apportant une assistance, directe ou indirecte, au régime sud-africain et au régime raciste en Palestine occupée. Le transfert de techniques nucléaires à ces deux régimes, outre l'étroite collaboration établie entre eux, leur ont permis de développer leur capacité nucléaire et leurs systèmes de vecteurs.

Le Washington Post, dans son édition du 27 septembre 1990, a mentionné la coopération entre l'Afrique du Sud et l'entité sioniste dans la mise au point de missiles à portée intermédiaire à même de lancer des ogives nucléaires. C'est évidemment là un sujet de grave préoccupation. Ces deux régimes cherchent ainsi activement à terroriser et à intimider les pays voisins. La preuve en est - s'il en est besoin - dans l'acte d'agression lancé par l'entité sioniste contre le pays frère, la Tunisie, dans son attaque militaire contre le pays frère, l'Iraq, et dans les essais de missiles à portée intermédiaire, capables de lancer des ogives nucléaires, effectués à proximité des côtes occidentales de mon pays. Cet incident a mis en grand danger la paix et la sécurité de mon pays et a également menacé la paix et la sécurité de l'ensemble de la région.

La possession par ces deux régimes d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive menace non seulement la paix et la sécurité en Afrique et au Moyen-Orient, mais constitue également une menace pour le monde entier, d'autant plus que ces deux régimes se rejoignent dans leur refus de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale leur demandant de placer leurs installations nucléaires sous le régime de garanties de l'AIEA.

M Almuakkaf (Jamahiriya arabe libyenne)

Cela a augmenté la tension dans les deux régions et a empêché la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans celles-ci.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le monde a connu plusieurs conflits armés dans lesquels des armes classiques ont été utilisées sur une grande échelle. Cela a entraîné la mort de millions de personnes et a englouti des sommes astronomiques. Ma délégation estime qu'il est grand temps d'examiner ce problème sérieusement et invite tous les Etats à déployer de plus grands efforts pour mettre fin à cette course effrénée. A cet égard, ma délégation salue l'accord conclu récemment entre les deux superpuissances sur la réduction de leurs forces classiques en Europe. Nous nous félicitons également des efforts déployés dans le cadre des Conférences de Vienne et de Stockholm sur la sécurité et la coopération (CSCE), et dans le cadre du prochain sommet de Paris.

Mon pays estime qu'il est essentiel de consolider la paix et la sécurité internationales et de protéger l'humanité des guerres chimiques et biologiques. C'est pourquoi mon pays a signé en 1925 le Protocole de Genève concernant l'interdiction de stocker et d'utiliser à des fins militaires et non militaires des armes chimiques et concernant la prohibition d'emploi à la guerre des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires. Mon pays a également participé à la dernière Conférence de Paris l'année dernière et a réitéré son plein respect de la Convention qui interdit l'utilisation et l'acquisition d'armes bactériologiques et d'armes à toxines et demande leur destruction.

Nous estimons qu'il faut souligner le paragraphe 45 du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement. Ce paragraphe demande qu'une relation soit établie entre les armes nucléaires et les armes chimiques tout en donnant la priorité à la destruction des armes nucléaires. De même, le principe du désarmement et la création de zones exemptes d'armes nucléaires ne doivent pas être appliqués sélectivement. Alors que certains pays demandent un désarmement chimique, nous constatons qu'ils continuent à transférer des technologies nucléaires vers Israël et de lui fournir des armes de destruction massive. Alors que certains pays sont pris à partie parce qu'ils possèdent prétendument des armes chimiques et biologiques, Israël, qui refuse de signer tout accord international dans ce domaine, continue à recevoir tout ce dont il a besoin pour mettre au point ses armes nucléaires.

M. Almuakkaf (Jamahiriya arabe libyenne)

Ma délégation demande que la région de la Méditerranée soit déclarée zone exempte d'armes de destruction massive. Tous les Etats de la région doivent placer toutes leurs installations sous le régime de contrôle international sans discrimination ou distinction. Tous les Etats de la région doivent adhérer à tous les accords internationaux à cet égard. Nous nous félicitons de la proposition avancée par le Président Hosni Moubarak, qui vise à faire de cette région une zone exempte d'armes de destruction massive.

A plusieurs reprises, la communauté internationale s'est opposée à la prolifération de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique qu'elle estime être le patrimoine commun de l'humanité. Mon pays estime que la conquête par l'homme de cet espace et son exploration doivent être menées au profit de l'humanité tout entière. L'espace extra-atmosphérique doit être utilisé à des fins exclusivement pacifiques. Par conséquent, mon pays demande sa démilitarisation afin qu'il soit utilisé exclusivement à des fins pacifiques humanitaires et scientifiques. Sa militarisation est d'autant plus dangereuse qu'elle peut être utilisée pour déclencher des actes d'agression qui menacent la paix et la sécurité internationales et qui accroissent la course aux armements. Nul n'ignore que l'entité sioniste a récemment lancé des fusées d'espionnage et des satellites dans l'espace extra-atmosphérique pour se livrer à des actes d'espionnage contre les pays arabes et africains.

Mon pays accorde une importance particulière à la question du désarmement naval. Les mers et les océans du monde sont devenus des arsenaux d'armes de destruction massive portés par des navires et des sous-marins. Par conséquent mon pays a toujours appuyé les efforts du désarmement naval aux échelons régionaux et internationaux soit dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ou dans le cadre des autres organisations internationales ou régionales.

La présence ininterrompue des navires de certaines grandes puissances hors de leurs eaux territoriales déstabilise et menace la paix et la sécurité internationales. Il faut retirer ces flottes. A cet égard, ma délégation renouvelle son appui aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui demandent l'instauration de la paix et de la sécurité dans la région de la Méditerranée qui devrait devenir un lac de tranquillité et de paix. Nous nous félicitons également d'autres propositions qui demandent le retrait des flottes militaires de toutes les mers jusqu'à ce qu'elles deviennent des lacs de paix et de sécurité.



M. Almuakkaf (Jamahiriya arabe libyenne)

Notre monde possède la capacité de créer une vie meilleure pour l'humanité entière. Il possède également les moyens d'anéantir toute forme de vie sur la terre. Si le monde parvient à réaliser le désarmement complet, il créera sans aucun doute le climat nécessaire à la prospérité et au bien-être de tous les peuples.

Il est vraiment regrettable que les Etats du monde, notamment les pays en développement, consacrent leurs ressources humaines et naturelles au stockage des armes et laissent leurs peuples souffrir du fléau de l'ignorance, de la maladie et de la faim. Mon pays fait partie de ces pays, et, même s'il consacre la plus grande partie de son revenu national à des projets économiques et sociaux, les manoeuvres militaires effectuées par les grandes puissances à proximité de ses côtes tout au long de l'année ainsi que la politique de recours à la menace ou de l'emploi de la force dont il est l'objet, l'a obligé à consacrer un montant plus élevé de revenus à la protection de la paix et de la sécurité, et ce, naturellement, au détriment de nos programmes de développement économiques et sociaux.

Nous accordons une importance particulière à la question de la vérification qui est une nécessité vitale à tout progrès dans le domaine du désarmement. Nous voulons, ici, rendre hommage au Secrétaire général pour le rapport qu'il a soumis sur l'étude soumise par le groupe d'experts gouvernementaux concernant le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification. Nous voudrions souligner l'importance des recommandations contenues dans ce rapport.

Nous appuyons et soulignons également la nécessité pressante de mettre en place un mécanisme central et de créer une banque de données dans le domaine des vérifications. Nous soulignons également la nécessité de la création d'une organisation ou d'un mécanisme qui se concentrerait sur les questions de vérification et leurs procès-verbaux. Nous demandons des échanges d'informations, la publication de statistiques et autres mesures qui pourraient fournir d'autres renseignements dans ce domaine.

Ma délégation est consciente des dangers résultant du dépôt des déchets nucléaires et de leurs effets nocifs pour l'homme et l'écologie. Nous sommes conscients de la menace que cela pose pour la paix et la sécurité régionales et internationales, et, notamment pour la paix et la sécurité des pays en développement.

M. Almuakkaf (Jamahiriya arabe libyenne)

Mon pays demande donc à la communauté internationale d'adopter des garanties internationales globales pour interdire le transport des déchets toxiques dangereux et radioactifs des pays industrialisés et de leurs sociétés vers les pays en développement. Mon pays appuie toutes les résolutions de l'Assemblée générale à cet égard, y compris la plus récente, la résolution A/44/116 R sur l'interdiction de déverser des déchets nucléaires. Nous demandons à tous les Etats industrialisés d'enfouir ou de détruire les déchets radioactifs et toxiques sur leurs propres territoires. Nous demandons aussi aux pays en développement de créer une législation interdisant l'entrée sur leur territoire de ces déchets.

Pour terminer, ma délégation tient à souligner le rôle joué par les Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales; elle loue les efforts continus de l'Organisation dans le domaine du désarmement. Ma délégation rend hommage au Secrétaire général pour le rôle qu'il a joué, ainsi que pour ses efforts et sa contribution générale à nos travaux dans ce domaine. Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance à M. Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, pour son rôle important. Nous nous félicitons du rapport dans lequel il demande à la communauté internationale d'accroître sa participation aux activités de l'Organisation dans le domaine du désarmement et d'en assurer le succès. Les activités des centres de recherche et l'élargissement du programme spécial d'études sur le désarmement contribueront sans nul doute au succès des programmes de désarmement et permettront l'instauration de la paix et de la sécurité internationales.

M. SAVUA (Fidji) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation tient à féliciter chaleureusement M. Rana de son élection unanime à la présidence de la Première Commission à une période si critique en 45 ans d'existence de l'Organisation. Mon pays estime qu'il est important que le représentant d'une petite nation peu différente de la mienne puisse occuper un tel poste. Ses capacités ont été amplement démontrées. Nous ne pouvons que nous faire l'écho de ceux qui ont déclaré précédemment que la Commission a de la chance d'avoir quelqu'un de cette expérience et de cette envergure pour présider ses travaux. Nous voudrions également l'assurer et assurer les membres du Bureau de notre indéfectible coopération.

La guerre froide, comme on l'a souvent répété au cours de notre débat, est terminée. Nous espérons qu'elle ne se réincarnera pas en une autre forme. Les

M. Savua (Fidji)

anciennes alliances ont été restructurées et remplacées par de nouveaux arrangements marqués par une plus grande ouverture, la perestroïka et la démocratisation. Le capital nécessaire pour la transition est considérable, mais il peut être obtenu grâce à une reconversion des fonds autrefois consacrés à l'achat d'armements. Un nouvel entendement entre les nations pourrait contribuer à régler d'anciens problèmes qui paraissaient jusqu'ici insolubles. C'est ce qui ressort très nettement des tentatives pour trouver une solution à la crise du Golfe. Le problème actuel du Golfe sera, nous l'espérons, réglé en tant que premier pas dans le contexte plus large de la recherche d'une formule de paix durable au Moyen-Orient.

Certes, nous sommes encouragés par le rythme et le sens dans lequel s'est engagé le processus de paix, mais nous ne pouvons qu'être inquiets par la persistance de stocks nucléaires, même réduits, la menace du recours aux armes chimiques et le lien étroit qui semble exister entre la capacité nucléaire et l'influence politique. Si posséder des armes nucléaires, voire la puissance nucléaire, est considéré comme la norme acceptable de la politique internationale, alors notre monde risque de s'en trouver appauvri, car du caprice de quelques-uns seulement dépendra l'existence d'un grand nombre de personnes.

Ma délégation voit avec inquiétude l'invasion du Koweït par un Etat 50 fois plus puissant que lui sur le plan militaire. C'est un phénomène inquiétant et un dangereux signal pour les nations plus petites. Nous espérons que l'unité avec laquelle les Etats Membres de l'Organisation ont condamné l'agression et appliqué les sanctions fera aussi passer le message, à savoir que ce type d'action ne saurait être toléré ni accepté par la communauté mondiale. Nous espérons que la crise actuelle du Golfe trouvera une juste issue qui pourrait aussi dissuader de futurs agresseurs.

La réduction des stocks d'armes nucléaires peut s'avérer insuffisante si le reliquat est qualitativement supérieur, annulant ainsi tous les avantages découlant d'une réduction. Cette ambivalence de la part de certaines puissances nucléaires nous semble à l'origine de l'issue peu concluante de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. A l'instar de nombreuses délégations, nous pensons que la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires devrait se voir accorder

M. Savua (Fidji)

une haute priorité. Mon pays attache une très grande importance à la conclusion d'un tel traité. En tant que signataire du Traité de Rarotonga sur la création d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud, nous ne pouvons accepter que notre région continue de servir de terrain d'essai pour la France. Les essais nucléaires, bien que pouvant être à l'origine de découvertes scientifiques, sont une menace très réelle pour la santé des peuples de la région et un danger pour l'environnement. Cette préoccupation a été réitérée à plusieurs reprises par chacun de ceux qui vivent dans le Pacifique Sud. Elle découle de la conviction que, lorsque la menace se concrétisera, il sera trop tard pour y remédier. Au risque de paraître naïf, si ces essais sont à ce point inoffensifs comme on le dit, pourquoi n'ont-ils pas lieu chez ceux qui y procèdent plutôt qu'à des milliers de kilomètres où le son qu'ils émettent n'est qu'un simple murmure dans le vent et les protestations en vue de leur cessation se muent en un jargon pseudo-scientifique? Ma délégation appuie toutes les initiatives tendant à aboutir à un traité d'interdiction complète des essais.

Bien que l'éventualité d'une guerre nucléaire entre les superpuissances ait quasiment disparu, il reste encore suffisamment d'armes classiques pour détruire plusieurs fois l'espèce humaine. La prolifération de ces armes et leur facilité d'acquisition retardent le développement lorsque des nations choisissent de se surarmer, au détriment d'autres besoins pressants de développement. La transparence dans les transferts d'armes classiques, dont il est fait mention dans le rapport du Colloque de Florence, est un problème qui doit être étudié au plus vite par les gouvernements et la communauté internationale dans son ensemble, en prenant de plus en plus conscience de ses dangers inhérents.

La menace du recours aux armes chimiques dans le Golfe inquiète vivement le peuple de Fidji. Notre préoccupation n'est pas seulement générale, elle tient également au fait que nos soldats servent dans les forces de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient. Au cours des deux derniers mois, les nations dont les contingents n'ont pas l'équipement nécessaire pour faire face à une guerre chimique ont fait des efforts immenses pour s'en doter. La fourniture de cet équipement fait aujourd'hui encore l'objet de négociations. Les nations qui ne possèdent pas cet équipement sont tous les pays en développement. L'entraînement à la guerre chimique ne fait pas partie de leur programme, encore moins la fourniture d'un équipement spécial. Pourtant, si cette arme est utilisée, elle frappe sans

M. Savua (Fidji)

discrimination. Et lorsqu'elle est utilisée, la majorité des victimes sont ceux qui n'ont pas l'équipement nécessaire. Si cela augure du champ de bataille de demain, alors personne ne sera épargné. Le Comité spécial sur les armes chimiques doit recevoir rapidement l'appui de chacun d'entre nous afin de présenter un accord global interdisant totalement cette arme effrayante.

A cette fin, ma délégation est encouragée par le rôle important que les superpuissances ont joué en réduisant systématiquement leurs stocks d'armes chimiques. Nous nous félicitons en particulier de l'initiative personnelle du Président Bush, qui a rencontré les chefs de gouvernement de 11 nations insulaires indépendantes du Pacifique à Honolulu le 27 octobre, il y a à peine quelques jours. Entre autres questions, il les a rassurés en ce qui concerne le système d'élimination des agents chimiques de l'atoll Johnston. Le Président Bush a précisé aux dirigeants que les installations serviraient à l'élimination des armes chimiques déjà sur place et des petites quantités actuellement en route en provenance d'Allemagne, et que les Etats-Unis n'ont pas l'intention d'utiliser l'atoll pour se débarrasser de toutes autres armes chimiques ou comme site pour la destruction des déchets dangereux.

M. Savua (Fidji)

Les champs de bataille de la première guerre mondiale se trouvaient dans le théâtre européen; le Pacifique Sud a été relativement peu touché. La deuxième guerre mondiale a vu la plus grande partie de notre région impliquée dans le conflit. Fidji n'était qu'à 500 milles du plus proche endroit où l'on combattait. Nous partageons l'espoir, manifesté par la plupart d'entre nous que, à mesure que le monde s'éloigne de la possibilité d'un affrontement mondial, nous écouterons les leçons du passé et ne tomberons pas dans le piège de la satisfaction. Si nous refusons de faire attention, nous serons tous touchés, par choix ou autrement. La paix, dit-on, est plus que l'absence de la guerre. Nous devons tous nous préoccuper d'éviter la guerre.

M. ZIPPORI (Israël) (interprétation de l'anglais) : Au cours de cette première intervention de fond sur les travaux de la Commission, permettez-moi de vous féliciter ainsi que tous les autres membres de la Commission et de vous dire notre intention de coopérer avec eux pour assurer le succès de cette session.

Le débat général en Première Commission nous donne une excellente occasion de passer en revue et de faire le point des progrès réalisés dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements. Au cours de cette dernière année, nous avons heureusement constaté un progrès considérable dans ce sens. La preuve la plus récente est le progrès vers un traité sur les armes classiques en Europe qui amènera une réduction importante et une redistribution de toutes les forces classiques en Europe. Avec les progrès réalisés dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique pour réduire les armes nucléaires, il semblerait que cela permette d'entrer dans une période tout à fait nouvelle et, il faut l'espérer durable, de paix et de stabilité sur le continent.

L'exemple européen a été suivi dans de nombreuses autres parties du monde où les différends qui existent depuis longtemps et les situations de tension et de conflit ont commencé à évoluer vers un règlement pacifique.

La région du monde où malheureusement il n'y a pas eu de progrès dans ce sens est le Moyen-Orient. Depuis longtemps, un terrain fertile à l'intolérance, la haine et la violence effrénée, la région se trouve une fois de plus en proie à une crise majeure, à la suite d'un acte d'agression flagrant par l'un de ses Etats, l'Iraq, à l'encontre d'un petit voisin. Un monde qui précédemment était engagé dans la poursuite très prometteuse et nouvelle de coopération internationale, de sécurité et de paix s'est trouvé soudainement obligé de rassembler ses énergies et ses forces pour relever ce défi à l'ordre international et à la paix mondiale.

M. Zippori (Israël)

En fait, le Moyen-Orient est la seule région où les tensions et la rhétorique belliqueuse continuent de sévir. L'Iraq fixe le rythme accéléré auquel la plupart des Etats de la région acquièrent des armes et il a établi de dangereux précédents en faisant fi de ses engagements internationaux en vertu de la Charte des Nations Unies et du Protocole de Genève de 1925 et, plus récemment, de ses obligations en tant que signataire du Traité sur la non-prolifération (TNP).

Depuis des années, les avertissements d'Israël concernant des menaces à l'existence des Etats de la région n'ont guère trouvé d'écho tant qu'il semblait qu'Israël allait être la seule victime en puissance. Il est regrettable que la communauté internationale n'ait pris conscience de ce danger que ces tout derniers mois, et il faut espérer que la situation sera véritablement corrigée.

Israël a fait plusieurs propositions dans le contexte du désarmement. Dès 1980, Israël a présenté un projet de résolution concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Depuis lors, Israël appuie le consensus sur cette question qui est intervenu à l'Assemblée générale des Nations Unies et, en outre, il a fourni le détail des modalités qui, à son avis, permettraient de créer une telle zone.

Israël voudrait renouveler son appel pour la mise en oeuvre de cette proposition qui se fonderait sur les principes directeurs suivants : des négociations libres et directes entre les Etats intéressés; la mise en place d'arrangements mutuels qui encourageraient une confiance réciproque entre les Etats concernés; l'initiative d'une telle application devrait venir des Etats de la région; et la convention envisagée devrait éventuellement être signée et ratifiée par tous les Etats de la région.

Israël est prêt à entrer en négociation avec chacun des Etats arabes en vue d'élaborer les moyens nécessaires pour mettre en oeuvre l'idée d'un désarmement régional. Israël tient à réaffirmer, comme il l'a fait depuis le début des années 60, qu'il ne sera pas le premier pays à introduire l'arme nucléaire au Moyen-Orient.

Au cours de sa déclaration à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1988, le Premier Ministre Yitzhak Shamir avait déjà lancé un appel pour que le Moyen-Orient soit une région exempte d'armes chimiques. Cet appel a été réitéré par le Ministre des affaires étrangères d'alors, Moshe Arens, à la Conférence de Paris en janvier 1989. Cette intention a été réitérée une fois de

M. Zippori (Israël)

plus par le Premier Ministre adjoint et le Ministre des affaires étrangères, David Levy, dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée générale le 1er octobre 1990.

Israël est un signataire du Protocole de Genève de 1925. Il respecte pleinement et méticuleusement les dispositions de ce protocole. Récemment, il a participé aux travaux de la Conférence du désarmement, en particulier du Comité spécial sur la guerre chimique, en tant qu'Etat non membre. Israël a ainsi participé aux efforts internationaux pour rédiger une convention universelle concernant l'emploi des armes chimiques qui devrait être acceptable pour tous les Etats. Israël appuie les objectifs de la convention envisagée. Israël examinera dans un esprit constructif la possibilité d'adhérer à la convention, compte tenu de sa contribution éventuelle à la solution des problèmes du Moyen-Orient et sous réserve des besoins de sécurité de l'Etat. Tout en étant convaincus qu'une approche régionale avec des négociations directes et des assurances mutuelles, est la meilleure voie à suivre dans le domaine chimique ainsi que dans le domaine nucléaire, nous envisageons la possibilité d'inclure dans la convention sur les armes chimiques des dispositions qui confèreraient certains des avantages d'une approche régionale.

Il semble donc entièrement approprié de réitérer nos avertissements quant aux dangers terribles qui pourraient découler de la prolifération d'armes non classiques.

Nous voulons renouveler notre appel aux gouvernements, ainsi qu'aux organisations et aux sociétés privées, pour qu'ils unissent leurs forces dans un effort suprême afin d'empêcher que la technologie qui risque de servir à fabriquer des armes non classiques ne s'étende à des pays comme l'Iraq et la Libye, car il s'agit d'armes, comme chacun sait, qui risquent de provoquer une catastrophe épouvantable pour l'ensemble de l'humanité.

Nous sommes saisis cette année d'un rapport du Secrétaire général sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, qui figure dans le document A/45/435. Nous voulons féliciter le Sous-Secrétaire général, M. Akashi, et le personnel du Département des affaires du désarmement ainsi que, bien sûr, les trois experts indépendants qui ont rédigé le rapport, de nous avoir fourni une étude aussi utile et bien pensée. Nous ferons des commentaires plus tard à ce sujet aux délibérations de la Commission.

Dans ce rapport, les experts aboutissent à la conclusion que la menace nucléaire peut être éliminée efficacement et de façon permanente seulement si l'on



M. Zippori (Israël)

met en place des relations de sécurité régionale fondées sur des accords juridiquement contraignants, sans équivoque, sans ambiguïté, parmi lesquels il faut compter l'engagement par tous les Etats de renoncer à l'option de l'arme nucléaire. Cela permettrait de nous éloigner radicalement des relations dangereuses et instables qui existent à l'heure actuelle, avec des armes sophistiquées, y compris les armes de destruction massive et de leurs vecteurs, qui prolifèrent alors que les tensions politiques restent sans solution. Les experts ont également souligné que cela ne pouvait intervenir qu'à la suite d'un long processus.

Dans sa déclaration à l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères, M. Levy, en se référant au processus de paix générale, a dit ceci :

"Pour entamer ce processus, il convient d'initier et d'encourager la prise de mesures pour l'établissement de la confiance réciproque. Ces mesures pourraient progressivement contribuer à la diminution de l'hostilité et de la tension et mettre un terme à la rhétorique hostile, à la belligérance et au terrorisme." (A/45/PV.14, p. 86)

Les mêmes mesures d'instauration de la confiance peuvent également s'appliquer pour permettre un progrès dans le domaine du désarmement.

La position d'Israël en matière de sécurité a été très clairement exposée par les auteurs du rapport auquel je viens de me référer dans lequel ils déclarent :

"Cela étant, il convient de signaler que la position d'Israël en matière de sécurité est marquée par trois considérations qui doivent forcément influencer sur son attitude à l'égard de l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires : l'exiguïté relative de son territoire, la constante hostilité de la majorité écrasante des Etats de la région à son égard, le fait qu'il n'a aucun allié militaire dans la région et que le seul Etat susceptible de le soutenir dans un conflit est géographiquement très éloigné." (A/45/435, p. 98)

La situation devient encore plus parlante si l'on considère certains chiffres tirés du bilan militaire 1989-1990 de l'Institut d'études stratégiques de Londres, qui compare Israël à six pays arabes avec lesquels nous sommes encore en état de guerre. Dans le cas des soldats d'active, le rapport est de 12,6 à 1; des réservistes, de 2,9 à 1; des tanks, de 3,8 à 1; des avions, de 3,1 à 1; et, en 1987, le rapport pour le budget de la défense, calculé en dollars des Etats-Unis était de 5 à 1.\*

---

\* Le Président assume la présidence.

M. Zippori (Israël)

Nous parlons ici d'armes classiques seulement. Il faut ajouter à cela les stocks d'armes chimiques, d'armes biologiques et de missiles balistiques. En outre, les renseignements ne manquent pas qui indiquent que l'Iraq, bien qu'ayant signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, a entrepris des efforts frénétiques pour fabriquer des armes nucléaires modernes. De même qu'il ne respecte pas sa signature à la Convention de Genève, l'Iraq bafoue les engagements pris en vertu du Traité. Alors que les Etats-Unis et l'Union soviétique s'emploient activement à réduire et à éliminer leurs stocks d'armes chimiques, l'Iraq s'emploie activement à accroître le sien et à menacer d'attaquer Israël et d'autres régions du Moyen-Orient avec ces armes interdites.

Nous ne pouvons qu'exprimer le fervent espoir que l'esprit d'accommodement, de dialogue et de détente qui se manifeste dans d'autres parties du monde finira par pénétrer aussi dans les années à venir les murs de haine érigés au Moyen-Orient.

M. OSMAN (Somalie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la toute première fois que je prends la parole à la Commission, je voudrais commencer par vous exprimer, au nom de ma délégation, mes sincères félicitations pour votre élection unanime à la présidence de nos débats. Votre élection est véritablement un hommage rendu aux talents diplomatiques que chacun vous reconnaît et de votre grande expérience des affaires des Nations Unies. Nous félicitons également les autres membres du Bureau.

Notre débat se déroule sur la toile de fond de l'évolution spectaculaire de la situation dans le monde, évolution qui a accru l'espoir la communauté internationale en un monde meilleur, pacifique et prospère. Le commencement de la décennie des années 90 a coïncidé avec la transformation spectaculaire et importante de l'état de guerre froide et d'affrontement - que nous n'avons que trop connu par le passé - existant entre les deux superpuissances en une ère nouvelle de coopération et de compromis. La chute du mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne qui s'en est suivie au début du mois symbolisent, plus que toute autre chose, la rivalité idéologique et de l'affrontement armé entre l'Est et l'Ouest.

Il est réellement satisfaisant de constater que cet esprit d'entente et d'accommodement commence à se propager dans certaines autres régions du monde, où des conflits de longue date ont été réglés à l'amiable ou semblent montrer des signes prometteurs de règlement par le dialogue et la négociation. Outre la naissance de la Namibie en tant qu'Etat libre et indépendant à l'issue d'une lutte

M. Osman (Somalie)

de libération longue et difficile, le monde a assisté également à la réunification des deux Yémen de leur plein gré en un Etat unique, répondant ainsi aux aspirations de leurs peuples. En Afrique du Sud, à la suite de la libération de Nelson Mandela et d'autres dirigeants politiques ainsi que de la levée de l'interdit frappant certains partis politiques, un processus de dialogue entre l'African National Congress et le gouvernement est en cours. Nous espérons que les négociations qui viennent de commencer aboutiront sous peu au démantèlement de l'odieux système d'apartheid et à l'instauration d'une démocratie véritablement non raciale et multipartite dans le pays, sur la base du principe "un homme, une voix".

Ces derniers mois, dans une autre partie de l'Afrique, une évolution positive s'est également produite sur la voie de la coopération sous-régionale. En janvier 1990, Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda, membres de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) ont décidé de coopérer en vue du développement socio-économique et du rétablissement de la paix et de l'harmonie dans leurs pays respectifs. La Somalie appuie fermement le rôle joué par l'IGADD dans la lutte contre la sécheresse et dans la promotion du développement socio-économique et de la sécurité des pays de la sous-région de la Corne de l'Afrique.

Alors qu'une solution à l'interminable conflit au Cambodge semble sur le point d'être trouvée, les deux Corée ont, pour la première fois, établi des contacts au niveau de leurs Premiers Ministres, contacts qui pourraient notamment aboutir à la réalisation de l'aspiration commune des peuples de ces deux pays à la réunification.

Nous espérons ardemment que le processus de négociation en cours entre les parties intéressées au Sahara occidental et à Chypre, de même que les efforts déployés en faveur du rétablissement d'une paix durable en Afghanistan par la réconciliation nationale, donneront des résultats fructueux dans ces pays.

Quiconque considérerait ces tendances positives, si bienvenues soient-elles, comme une panacée aux difficiles problèmes qui assaillent l'humanité à l'heure actuelle se tromperait lourdement. Car, s'il est vrai que les situations conflictuelles ont disparu dans certaines parties du monde, elles commencent à montrer leur horrible face dans d'autres régions. Elles ont la capacité incalculable de précipiter la planète dans les flammes d'un incendie mondial, compromettant ainsi les quelques acquis que nous avons pu obtenir en matière de désarmement. La situation potentiellement explosive qui règne actuellement au Moyen-Orient en est un exemple.

M. Osman (Somalie)

Dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général fait remarquer que le Moyen-Orient dans son ensemble demeure la région du monde où la situation est la plus explosive :

"De vieilles querelles, qui couvaient depuis des années, ont été exacerbées par une course effrénée aux armements dans toute la région, qui a abouti à l'accumulation d'un terrifiant arsenal d'armes de destruction massive. Le Moyen-Orient ne connaîtra une paix durable que lorsque les principes du droit international régiront les relations entre les Etats de la région, lorsque ces Etats régleront leurs différends par des moyens pacifiques, lorsque les aspirations de ceux qui sont actuellement privés de leurs droits auront été satisfaites, et lorsque, dans le domaine de la sécurité et dans le domaine économique, des arrangements régionaux auront été mis en place compte tenu des préoccupations de toutes les parties concernées." (A/45/L, p. 11)

Dans ce contexte, nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (A/45/535), rapport contenant l'étude de mesures efficaces et vérifiables susceptibles de favoriser la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. A ce propos, j'aimerais me référer aux paragraphes 104 et 105 pertinents en la matière, qui mettent clairement en lumière l'existence de véritables poudrières dans certaines parties du monde, malgré les progrès réalisés dans les efforts visant à inverser la course aux armements.

Lorsqu'on songe à l'avenir du désarmement, à la limitation des armements et à la sécurité dans les années 90, on constate que le dégel des relations entre les deux superpuissances a fortement contribué à la percée réalisée dans les efforts visant à inverser la course aux armements. La signature, il y a deux ans, du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, première mesure encourageante qui ait jamais été prise dans ce sens, a été suivie par les réunions au sommet de Malte, au début de l'année, et de Washington, un peu plus tard, en juin. L'accord bilatéral signé par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique lors du sommet de Washington en vue de la destruction de leurs armes chimiques, est une nouvelle manifestation de leur volonté de débarrasser le monde de ces armes mortelles.

M. Osman (Somalie)

Nous sommes encouragés par les progrès réalisés ces jours derniers à Vienne au cours des négociations menées sous les auspices de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en vue de réduire les forces classiques en Europe. Cette évolution positive nous semble révéler que les pays d'Europe ont compris que la limitation des armements doit aller de pair avec les changements importants et d'une portée considérable intervenus sur le continent.

Etant donné ces évolutions positives dans le domaine du désarmement, il nous est difficile, par ailleurs, de comprendre pourquoi les grandes puissances nucléaires, en dépit de leur prétendu attachement à la non-prolifération des armes nucléaires, se font prier lorsqu'il s'agit de conclure un traité d'interdiction générale des essais nucléaires et exposent ainsi leurs intentions à des soupçons et à des doutes. Nous sommes fermement convaincus que le seul moyen pratique d'arrêter et de réduire la prolifération nucléaire, et d'éviter, en fait, le risque d'une guerre nucléaire, passe par la prompte conclusion d'un traité d'interdiction générale des essais.

C'est pourquoi il est regrettable que la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue le mois dernier à Genève n'ait pu aboutir à un accord sur le document final, essentiellement parce qu'elle n'a pu parvenir au consensus sur la question de l'interdiction générale des essais. Cependant, nous nous associons aux autres délégations qui se sont félicitées du rétablissement, par la Conférence du désarmement, à sa session de 1990, du Comité spécial sur les essais nucléaires et nous espérons que la reprise des débats au cours de la session de 1991 permettra à la Commission de faire des progrès sensibles sur la voie de l'interdiction des essais.

Dans le cadre des efforts entrepris au plan mondial en vue du désarmement nucléaire par la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde, la question de la dénucléarisation de l'Afrique revêt une importance particulière. Cet objectif, que l'Organisation de l'unité africaine s'était fixé au Caire il y a 26 ans, ne pourra être réalisé tant que la capacité nucléaire que l'on attribue à l'Afrique du Sud et qui a de graves implications, notamment pour la sécurité des Etats africains, n'aura pas été inversée. Voilà pourquoi nous nous félicitons des recommandations faites par la Commission du

M. Osman (Somalie)

désarmement à sa session de 1990, par lesquelles elle demande notamment à l'Afrique du Sud d'adhérer au Traité sur la non-prolifération et de soumettre toutes ses installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Nous avons examiné avec soin le rapport du Secrétaire général sur la capacité de l'Afrique du Sud de mettre au point un missile balistique à ogive nucléaire et avons relevé à cet égard la note optimiste que contient le paragraphe 142 du rapport :

"Aujourd'hui, devant l'évolution qui se dessine depuis quelques mois, on a le sentiment, teinté d'espoir et de vive inquiétude, que les choses bougent vraiment et que tout est possible. On prend conscience du fait que le moment est critique pour la politique régionale, que la loi du plus fort pourrait être supplantée par une politique fondée sur le consensus régional. Sur cette toile de fond, la possibilité d'une application intégrale des anciennes résolutions de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de l'Assemblée générale concernant la dénucléarisation de l'Afrique, grâce à une adhésion de l'Afrique du Sud au Traité sur la non-prolifération, devient réelle."

(A/45/571, par. 142)

Cependant, nous sommes convaincus qu'il serait très dangereux de faire preuve de complaisance à propos de cette question essentielle car cela nuirait à la paix et à la sécurité non seulement des pays d'Afrique, mais du monde entier. La communauté internationale se doit donc de surveiller étroitement et constamment la mise au point supposée de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

Je passe maintenant à une autre question importante, mais toujours remise, qui pourrait menacer la paix et la sécurité mondiales, et sur laquelle le relâchement des tensions entre l'Est et l'Ouest ne semble pas avoir eu beaucoup d'effets. Je veux parler de la Déclaration de 1971 faisant de l'océan Indien une zone de paix, dont l'application échappe à nos efforts depuis près de deux décennies malgré notre ténacité. Même la convocation d'une conférence internationale pour l'application de cette importante déclaration n'a pas été possible en raison de l'attitude obstructive adoptée par certaines grandes puissances. Il est très regrettable que ces pays se soient retirés du Comité spécial de l'océan Indien, car cela constitue un revers pour les travaux du Comité. Etant donné l'évolution actuelle de la grave situation qui règne dans la région, il est inutile d'insister sur la nécessité impérieuse d'appliquer la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

M. Osman (Somalie)

La Somalie, qui est membre du Comité spécial de l'océan Indien, se joint à d'autres délégations pour saluer l'adoption et la signature à Arusha, en Tanzanie, le mois dernier, de l'accord portant création de l'Organisation de la coopération en matière maritime dans l'océan Indien. Nous y voyons une étape positive, notamment vers la coopération pacifique entre les Etats de la région.

La Somalie continue d'appuyer les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Nous nous joignons par conséquent aux autres délégations pour nous opposer à la propagation à l'espace de toute rivalité ou activité militaires, conformément aux résolutions adoptées par les Nations Unies à ce sujet.

Ma délégation n'a guère besoin d'insister sur le rôle important que jouent les Nations Unies en matière de désarmement. Je voudrais, à cet égard, rendre hommage à M. Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, et à ses collaborateurs pour la part qu'ils continuent de prendre dans le maintien et le renforcement de ce rôle.

Nous avons certes des raisons d'être satisfaits des progrès limités que nous avons pu réaliser ces derniers mois en matière de désarmement, mais nous ne devons pas méconnaître pour autant la menace non militaire que représentent aujourd'hui pour la paix et la sécurité mondiales, les graves déséquilibres socio-économiques. Notre monde souffre aujourd'hui des disparités extrêmes qui séparent les niveaux de vie des populations. Nous avons, d'une part, une faible minorité riche, et d'autre part, la vaste majorité de la population mondiale qui vit dans une pauvreté dégradante dans les pays en développement et, surtout, dans les pays les moins avancés. Pour un grand nombre de ces personnes, la faim chronique, la malnutrition et la maladie sont devenues des faits normaux de leur existence.

A moins que les avantages découlant de l'amélioration du climat politique international n'atteignent cette classe importante de l'humanité par le biais de l'édification de bases solides pour son développement socio-économique aux niveaux national, régional et mondial, nous continuerons d'être en proie à des problèmes insolubles. La communauté internationale reconnaît, aujourd'hui plus que jamais, qu'il est essentiel de coopérer au plan international pour éviter la famine et la pauvreté et contribuer ainsi positivement au développement socio-économique général. C'est pourquoi nous demandons à tous les pays représentés ici

M. Osman (Somalie)

de s'unir dans un esprit de coopération et d'entente pour oeuvrer à l'élimination complète des disparités dans les relations économiques internationales, afin de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales et de nous conduire ainsi vers un monde meilleur et plus prospère.

M. DE VENECIA (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Sur la pelouse nord de l'enceinte des Nations Unies se dresse une nouvelle et remarquable adjonction au panorama new-yorkais. Se détachant sur le ciel près de l'East River, cette sculpture, intitulée "Dobro pobezhdajet slo" ou "Le bien triomphe du mal", oeuvre de l'artiste soviétique Zurab Tsereteli, est un don de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.



M. De Venecia (Philippines)

Il est difficile de ne pas être ému par cette icône moderne et par la nouvelle légende qu'elle symbolise, car elle représente Saint-Georges terrassant le dragon de la guerre nucléaire, une bête dont les entrailles de métal sont composées de missiles nucléaires - SS-20 soviétiques et Pershings américains - détruits en vertu du Traité FNI conclu entre l'URSS et les Etats-Unis. Nous avons donc près de nous cette sculpture qui nous rappelle chaque jour l'objectif auquel nous tendons depuis si longtemps : le désarmement, le progrès et la conversion. Ces instruments de guerre sont maintenant transformés en symboles de paix, en nouvelles unités de productivité, la technologie devenant de l'art.

Les événements dans le domaine du désarmement, de la paix et de la sécurité internationales se sont succédé à un rythme accéléré depuis 1985, qui a marqué le quarantième anniversaire des Nations Unies et l'Année internationale de la paix.

Pendant cette période, plusieurs activités importantes ont été entreprises par les Nations Unies, dans le cadre de ce que l'on a appelé la deuxième Décennie internationale pour le développement. En 1987, les Nations Unies ont accueilli la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement. En 1988, la troisième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement a eu lieu à New York.

Le Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, adopté par consensus par les 150 pays présents, déclare que :

"Le désarmement et le développement sont deux des défis les plus pressants que le monde doit relever aujourd'hui. ... Le désarmement et le développement sont deux piliers sur lesquels une paix et une sécurité internationales durables peuvent être édifiées." (A/CONF.130/39, p. 13)

Dans le Programme d'action de la Conférence, il est dit entre autres que :

"L'Organisation des Nations Unies devrait faciliter, à l'échelle internationale, un échange de vues et de données d'expérience dans le domaine de la reconversion." (Ibid., p. 21)

Cela devait donner suite à la recommandation faite en 1986 par le Groupe de personnalités éminentes sur le désarmement et le développement, visant à :

"Promouvoir chaque fois que cela est possible des mesures de reconversion à l'échelle nationale et internationale en faveur du développement socio-économique, notamment dans les pays en développement."

(Publication des Nations Unies, Numéro de vente : F.86.IX.5, p. 10)

M. De Venecia (Philippines)

Contrairement à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement n'a pas abouti à un document final. On peut dire toutefois que ces deux réunions ont été le ferment d'idées que nous voyons prendre forme aujourd'hui.

A la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, les Philippines ont officiellement proposé que les Nations Unies soient "utilisées comme un organe consultatif ou comme un centre d'échange d'idées dans le domaine de la reconversion." (A/S-15/PV.13, p. 96)

La proposition stipulait que des organismes comme le Département des affaires du désarmement, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme des Nations Unies pour le développement pourraient inclure dans leur programme annuel des dispositions relatives à la reconversion, qu'il s'agisse de la recherche, des études ou des conseils d'experts.

A la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, la résolution 44/116 J, intitulée "Conversion des ressources militaires" a été adoptée par consensus. Dans son préambule, il est fait allusion au désir de l'Assemblée générale d'encourager, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, les échanges de données d'expérience sur les modalités de la conversion des ressources militaires à des fins civiles.

Dans le dispositif, l'Assemblée générale invite les Etats Membres à communiquer au Secrétaire général, d'ici le 30 avril 1991, leur opinion sur divers aspects de la conversion des ressources militaires à des fins civiles et elle décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-sixième session une question sur ce sujet.

En août 1990, une conférence organisée conjointement par le Département des affaires du désarmement et le Fonds soviétique pour la paix a eu lieu à Moscou sur le thème "Conversion : Ajustements économiques dans une ère de réduction des armements". La réunion, qui a accueilli 140 participants internationaux, s'est félicitée d'un message adressé par le Président Gorbatchev :

"La conversion de la production militaire est l'un des principes directeurs qui rendent irréversible le processus de désarmement, permettent des politiques démilitarisées et améliorent les relations internationales."

M. De Venecia (Philippines)

Parlant au nom des Etats-Unis, le sénateur John McCain a déclaré que le Gouvernement américain projetait de réduire de près de 25 % les forces militaires dans les cinq années à venir et que les dépenses militaires seraient, par rapport au produit national brut et à l'ensemble des dépenses gouvernementales, à leur niveau le plus bas depuis 50 ans.

La réunion a fourni d'autres exemples d'expériences nationales et examiné diverses idées et approches ainsi que des questions précises. On ne peut que conclure que, si l'impulsion en faveur du désarmement se maintient, voire s'intensifie, la conversion sera la question à l'ordre du jour pour les années 90.

Les Philippines elles aussi, discrètement mais sûrement, suivent leur propre programme de conversion, en liaison avec l'Accord entre les Philippines et les Etats-Unis sur les bases militaires, qui arrive à expiration, et avec les négociations en vue, éventuellement, d'un nouveau traité prévoyant une période de transition puis le démantèlement progressif des installations militaires américaines avant la fin de ce siècle.

En 1989, j'ai eu le privilège de rédiger un certain nombre d'options de conversion ainsi que la résolution conjointe No I, que la Présidente Corazon Aquino a promulguée en loi, créant ainsi un Legislative-Executive Bases Council chargé de formuler un plan d'ensemble des utilisations possibles - économique, sociale et de sécurité - des bases en prévision du retrait partiel ou total des Etats-Unis.

En mai 1990, les Philippines ont notifié l'extinction, le 16 septembre 1991, de l'Accord sur les bases militaires entre les Philippines et les Etats-Unis. Dans sa déclaration au peuple philippin, le 17 septembre 1990, la Présidente Aquino a annoncé qu'il y avait eu un début de discussion sur les nouveaux arrangements entre les Philippines et les Etats-Unis pour les années 90.

Elle a déclaré :

"qu'il était temps pour nos deux nations de construire de nouvelles relations, plus équitables et mutuellement avantageuses dans le respect de nos souverainetés respectives. Dans un monde où la guerre froide a pris fin et où les événements d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient ont modifié l'ordre géopolitique traditionnel, les paramètres qui régissent depuis des décennies les relations entre les Philippines et les Etats-Unis n'ont plus cours. Les cadres anciens ne peuvent subsister. Ils doivent être remplacés. Ces relations nouvelles feront l'objet des conversions qui commencent demain."

(A/C.1/45/7, p. 2)

M. De Venecia (Philippines)

La Présidente Aquino a signalé que parmi les préparatifs entrepris par le Gouvernement philippin en vue des négociations se trouvaient les plans de conversion des bases par le Legislative-Executive Bases Council [Conseil spécial pour les bases composé de représentants du législatif et de l'exécutif].

En ma qualité de membre du Legislative-Executive Bases Council, j'aimerais dire quelques mots à propos du travail et des conclusions de cet organe. Le Conseil, dirigé par M. Jose V. Abueva, Président de l'Université des Philippines, est composé de 17 membres - neuf nommés par la Présidente, qui sont des représentants de l'exécutif ou du secteur privé; et huit choisis par le Congrès : quatre au Sénat et quatre à la Chambre des représentants.

Un des deux principaux plans de conversion arrêtés par le Conseil et soumis à la Présidente Aquino et aux dirigeants du Congrès pour qu'ils l'approuvent et l'appliquent concerne la conversion de la base aérienne de Clark et des terrains qui l'entourent, ces derniers depuis longtemps abandonnés par les Etats-Unis, en un complexe d'aviation civile, dont un terminal pour le fret aérien et un service de transbordement pour la région Asie-Pacifique; le transfert à la base de Clark de l'aéroport international Ninoy Aquino, de Manille, et la conversion de l'actuel aéroport de Manille en un aéroport pour les lignes intérieures; le transfert d'unités de l'armée de l'air philippine à la base de Clark même et le déménagement de plusieurs des principaux camps militaires philippins de Manille et de son agglomération vers les terrains abandonnés de la base de Clark; la création d'un complexe industriel et d'une zone d'exportation, un complexe touristique, des logements populaires, un complexe agricole pour les cultures de haut revenu à l'exportation, des unités de transformation des produits agricoles; ainsi que la désignation d'une zone de réforme agraire et de parcs sylvicoles sur les hauteurs.

Pour l'ensemble des installations de la base navale de Subic, sur la mer de Chine méridionale, non loin de la base de Clark, le Conseil a approuvé sa conversion en un complexe industriel maritime qui comprendrait : d'importants chantiers pour la construction et la réparation navales; les principaux éléments de la marine de guerre philippine ainsi transférés à Subic; un dépôt de carburant avec station de ravitaillement; un complexe industriel au service des cinq industries concourant aux trafics maritime et portuaire et à la réparation navale dans les domaines suivants : production de gaz industriels, métallurgie légère, soudure à l'arc électrique, fabrication de matériel de coupe et de machines-outils ainsi que de conteneurs; exploitation d'un terminal de conteneurs et d'un port de

M. De Venecia (Philippines)

marchandises, compte tenu de l'emplacement stratégique de Subic sur les routes maritimes de l'Asie; un centre de formation de l'Université des Philippines pour les activités agricoles, piscicoles et sylvicoles des zones côtières du domaine ainsi converti.

Comme l'indique le rapport du Legislative-Executive Bases Council :

"L'expérience de Singapour, qui a transformé la base navale de Sembawang avec le concours du Gouvernement britannique, devrait donner aux Philippines une idée des difficultés à surmonter et du temps nécessaire pour convertir une base navale militaire. Il a fallu à Singapour cinq ans pour mener à bien le plan de conversion et pour trouver du travail aux 30 000 personnes déplacées par l'ancien complexe militaire."

M. De Venecia (Philippines)

Le rapport ajoutait que l'exemple de Singapour montre que la conversion d'une installation militaire en une installation civile viable est possible sous les ordres d'un chef résolu et avec une population disciplinée.

Il n'est pas étonnant de constater que les objectifs de conversion susmentionnés peuvent être atteints pendant que les Etats-Unis continuent à partager l'utilisation des installations avec les Philippines en vertu du principe de l'utilisation conjointe ou combinée, que ce soit maintenant, durant la période de transition ou après, lorsque le traité sera définitivement parvenu à expiration et que les Philippines privatiseront et philippiniseront entièrement les installations et les exploiteront à des fins commerciales, tout en permettant aux avions et aux navires civils et militaires de toutes les nations d'utiliser les installations.

Ainsi, après l'expiration d'un nouveau traité de transition, lorsque les droits des Etats-Unis sur les bases cesseront d'exister, nous pouvons encore envisager de maintenir l'autorisation d'utiliser les installations philippines, non plus en vertu de droits sur les bases, mais en vertu d'un accès aux bases soumis à des conditions commerciales classiques ou préférentielles dont pourront bénéficier tous les Etats.

On s'attend à ce que le coût total du programme de conversion sur une période de 10 ans, s'élève à 158,57 milliards de pesos philippins, soit environ 6,33 milliards de dollars américains au taux de change actuel de 25 pesos pour un dollar, somme que les Philippines, conformément à la Résolution commune No 1, pourront financer à la longue grâce à la vente, à la location ou à l'exploitation en coentreprises de la majeure partie des propriétés immobilières de plus de 1 000 hectares, actuellement occupées par les principaux camps militaires philippins, dans la zone métropolitaine congestionnée de Manille. La part de l'Etat dans le coût de ce programme est de 65 milliards de pesos, le solde devant provenir du secteur privé et du produit du projet en question.

Le Conseil s'est surtout efforcé de rendre les travailleurs des communautés environnantes moins dépendants des bases, en créant à l'intention de ces travailleurs des programmes de recyclage afin de réduire au minimum les bouleversements sociaux, de favoriser le bien-être public et la justice sociale et de veiller à ce que l'épanouissement futur des travailleurs soit réel et soutenu, avec le plein appui des organismes gouvernementaux et la participation active d'organisations commerciales, industrielles et populaires.

M. De Venecia (Philippines)

Cependant, je dois avouer, en toute franchise, que la conversion des bases, le passage d'une économie liée aux activités militaires ou de défense à une économie de paix, comporte des risques et périls, sans parler de la perte de devises, d'emplois, d'autres recettes et de marchés, et, dans le cas des Philippines, l'élimination progressive des mécanismes de sécurité externe, étant donné que la mise sur pied de programmes de remplacement prendra du temps.

La semaine dernière, la Présidente Aquino a demandé instamment au Congrès de voter un projet de loi portant création de l'Office de conversion des bases des Philippines faisant suite à la Résolution commune No 1 chargé de surveiller l'application du Plan de conversion des bases, et la Résolution commune No 10, dont je suis aussi l'auteur et qui a maintenant été adoptée par la Chambre. Il faut espérer que la Résolution commune No 10 deviendra la Résolution commune No 2 après avoir été adoptée par le Sénat et signée par la Présidente. Cette résolution autorise la Présidente à vendre une partie des propriétés immobilières militaires dans la zone métropolitaine de Manille. Elle pourra ainsi financer le transfert des camps philippins et commencer la conversion partielle des bases installées sur les sites abandonnés depuis 1979 par les Etats-Unis, en attendant le résultat des négociations engagées par les Philippines et les Etats-Unis en vue d'un nouveau traité de transition et de suppression progressive des bases, dont la conclusion est prévue au cours du premier trimestre de 1991. Les négociations, qui sont menées dans un esprit traditionnel et historique de réciprocité, augurent bien d'une entente digne de deux amis et de deux pays fermement attachés à la démocratie.

Le nouveau traité devra encore être soumis à la ratification du Sénat philippin et, à la demande du Congrès, sera soumis à l'approbation du peuple philippin par référendum national, lorsqu'il aura été reconnu par l'autre Etat contractant.

J'ai comparé ce processus de restructuration historique à une réaction en chaîne parce qu'un changement en entraînera plusieurs autres, à savoir la restructuration et la conversion des camps militaires philippins, la conversion des installations américaines et l'exploitation des sites devenus vacants, par suite de l'abandon des bases, tout en retirant de la vente des camps philippins 100 à 150 milliards de pesos, qui serviront à financer les objectifs de conversion et aideront à mettre sur pied des forces armées modestes mais autosuffisantes, alors que nous faisons en sorte que les Philippines puissent acquérir avant la fin du siècle le statut de pays nouvellement industrialisé.

M. De Venecia (Philippines)

Sur le plan du désarmement, la conversion comporte deux volets : conversion des camps militaires philippins de la zone métropolitaine de Manille en complexes résidentiels, touristiques et d'industries légères, dotés de parcs écologiques, et conversion simultanée partielle ou totale des installations militaires américaines et des sites rendus vacants par suite de l'évacuation des bases américaines dans les plaines centrales de Luzon, à mesure que le monde évolue de lui-même vers une paix et un désarmement de portée plus générale et parvient à créer de nouveaux équilibres et ajustements régionaux entre les nations.

J'espère même que les Etats-Unis, étant donné le rôle de premier plan qu'ils jouent dans le processus de désarmement et la suppression progressive ou la fermeture de leurs installations militaires aux Etats-Unis mêmes et dans d'autres régions du monde, pourront contribuer au programme de conversion philippin compte tenu du nouveau mandat envisagé dans le cadre de la transition.

S'agissant du désarmement et de la conversion, les Philippines se félicitent des progrès accomplis par les Etats-Unis et l'Union soviétique dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements, de l'application harmonieuse du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée (FNI), des pourparlers sur la réduction des armes stratégiques (START) et de la signature entre les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques de l'accord sur la destruction et la non-fabrication d'armes chimiques et sur des mesures visant à faciliter la conclusion d'une convention multilatérale sur l'interdiction des armes chimiques. Les Philippines se réjouissent également du prochain sommet, à Paris, des chefs d'Etat et de gouvernement des pays participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et de la signature, à cette occasion, d'un traité historique sur le désarmement classique en Europe.

En même temps, les Philippines demandent instamment que soit conclu un traité d'interdiction complète des essais nucléaires en tant que mesure multilatérale proposée pour être examinée à la Conférence de 1991 chargée de modifier le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau.



M. De Venecia (Philippines)

Les Philippines se félicitent et se réjouissent par ailleurs de l'attribution du Prix Nobel de la paix pour 1990 au Président Mikhail Gorbatchev pour le rôle exceptionnel qu'il a joué dans la promotion de la paix, de la sécurité et du désarmement mondiaux, ce qui a donné de nouveaux espoirs et encouragements aux populations de l'URSS et de l'Europe de l'Est et, de façon générale, à tous les peuples du monde.

Il est regrettable que les plans concernant les dividendes de la paix tant souhaités qui devaient provenir des économies réalisées sur les budgets de défense par suite de la réduction des troupes et des armements dans le cadre du processus de désarmement - dividendes à partager avec les pays du Sud - aient été temporairement suspendus en raison de la crise du Golfe et de la grave menace qu'elle fait peser sur la paix et le bien-être économique de la communauté mondiale, qui voit déjà apparaître le début d'une récession.

Dans le cadre de la coopération Est-Ouest sur la réduction des armements et des forces armées, il existe de nombreuses possibilités de remobiliser, à des fins commerciales et autres que militaires, les ressources humaines et matérielles qui seront libérées par la fermeture de complexes militaro-industriels et d'usines d'armements. Des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés employés dans les usines d'armement, de techniciens travaillant sur les bases, d'ingénieurs et de savants deviendront à un moment donné disponibles et pourront consacrer leurs talents créateurs aux secteurs civil et commercial de la société. En tant que profanes, il n'est pas difficile d'imaginer que des usines fabriquant actuellement des chars et des véhicules blindés puissent se reconvertir dans la fabrication de tracteurs agricoles, de matériel lourd de voirie et de matériel destiné aux industries extractives, d'avions d'entraînement plutôt que d'avions de combat, et d'avions destinés au transport de passagers et de marchandises plutôt que de bombardiers, car il a été dit que "Martelant leurs épées, ils en feront des socs, de leurs lances ils feront des serpes" (la Sainte Bible, Isaïe 2.4). En fait, le rêve du désarmement est aussi vieux que l'Ancien Testament lui-même.

Nous nous félicitons des progrès remarquables et spectaculaires concernant la limitation des armements et la réduction des troupes en Europe, et en particulier de la détente et des remarquables événements survenus dans l'ancien bloc de l'Est ainsi que de la splendide coopération entre les Etats-Unis et l'URSS, mais il ne s'est malheureusement pas produit d'évolution analogue dans d'autres régions du monde qui sont considérées, à juste titre, comme étant potentiellement ou réellement explosives à une époque troublée.

M. De Venecia (Philippines)

Le Moyen-Orient fourmille d'armements militaires d'une ampleur et d'une portée ouvertement offensives. Etant donné les liens historiques qui unissent le monde arabe, il serait bien possible, sous l'égide des Nations Unies, d'amener les nations et les factions en guerre au Moyen-Orient à s'entendre en vue de créer un climat favorable au règlement des problèmes chroniques existant dans la région.

L'Histoire a montré à maintes reprises que la guerre ne permettait pas de résoudre ce genre de problèmes. Les questions de paix et de sécurité devraient être réglées par voie diplomatique, et l'Organisation des Nations Unies est encore à ce jour le lieu qui convient le mieux aux échanges diplomatiques.

M. De Venecia (Philippines)

On a suggéré de prendre l'initiative, même en ce moment, de convoquer une conférence sur le Moyen-Orient à laquelle participeraient toutes les parties et dont la tâche consisterait premièrement, à restaurer la situation antérieure; deuxièmement, à assurer un règlement rapide et juste de tous les différends d'ordre économique, commercial ou territorial et, troisièmement, à procéder, dans le même temps, à des négociations préalables à une démilitarisation sensible des forces et à l'élimination des armes dans les pays de la région afin de limiter rigoureusement leur capacité de faire la guerre à l'avenir.

Sous les auspices des Nations Unies et des Arabes, les parties entendront peut-être la voix collective de l'humanité. On a également suggéré que les Nations Unies prennent l'initiative de convoquer une conférence pour maintenir un équilibre rationnel d'armements dans la région de l'Asie et du Pacifique. En fait, nous suggérons d'envisager des accords susceptibles d'aboutir à des réductions d'armes et de forces en Asie du Sud-Est, en Asie du Nord-Est et dans le sous-continent indien. Une initiative de ce type est d'autant plus urgente et impérieuse que l'on constate, dans certains secteurs de la région, une tendance manifeste au renforcement des forces et des armements, même dans la perspective d'une diminution imminente de la présence militaire des Etats-Unis et de l'Union soviétique dans la région.

Le rythme d'armement dans la région de l'Asie et du Pacifique confère un réalisme frappant aux avertissements réitérés de M. Lee Kuen Yew, Premier Ministre de Singapour, selon lesquels le départ éventuel des Etats-Unis des Philippines serait suivi par la venue de nouvelles puissances en Asie du Sud-Est.

Les mécanismes existants permettant d'assurer et de maintenir la sécurité nationale et régionale en Asie et dans le Pacifique ont été mis à jour et modernisés. Les instruments de la diplomatie régionale doivent être synchronisés au rythme actuel et prévisible de l'histoire. Une leçon exemplaire que nous devons tous tirer de l'histoire des Nations Unies est manifestement celle-ci : le sort des nations et de l'humanité ne saurait être laissé au hasard.

Un historien et philosophe oriental et éminent, Charles Malik, qui a contribué à faire de l'Organisation des Nations Unies la grande institution qu'elle est aujourd'hui, a dit un jour que si les richesses et les trésors nationaux qui sont actuellement gaspillés dans une course aux armements interminable étaient consacrés aux pauvres et aux déshérités, il serait infiniment plus agréable de vivre dans ce

M. De Venecia (Philippines)

monde. Il faut espérer que sa sagesse éclairera les débats qui se déroulent actuellement aux Nations Unies en matière de désarmement.

Qu'il me soit permis de faire remarquer que le désarmement, sous tous ses aspects et dans toutes ses implications, n'est qu'un symptôme du conflit intérieur de l'homme entre l'insécurité irrépressible et son aspiration ardente à la paix et à la tranquillité. Il ne faut toutefois pas désespérer, car l'homme a le génie de surmonter les manifestations de ce conflit intérieur comme le prouvent à l'évidence les grands progrès réalisés, en dépit de tout, par les Nations Unies dans la promotion de la paix mondiale et de la compréhension.

Ne commettons pas l'erreur courante d'examiner les questions de guerre et de paix sans tenir compte des problèmes majeurs d'ordre psychologique, politique, social et économique auxquels elles sont inextricablement liées. Nous ne devons pas détourner notre attention du contexte géopolitique avec lequel nous devons composer.

Essayons de mettre en place, au moment et au lieu de notre choix, un instrument efficace qui confère à l'Organisation des Nations Unies, à ses organes et institutions compétents un rôle d'arbitre pour ce qui est des questions internationales relatives à la situation des effectifs et des armements des forces militaires dans le monde et qui permettrait d'instituer un régime de droit international ayant force obligatoire. C'est le rêve des Philippines et, j'en suis convaincu, un rêve que chérissent tous les pays.

M. TUCKER (Bahamas) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, votre élection unanime à la présidence de la Commission rend non seulement hommage à votre pays, le Népal, mais également à vos qualités personnelles et à vos brillantes réalisations aux Nations Unies. Ma délégation vous félicite et vous assure de sa pleine coopération pendant la durée des débats de la Commission. Nous félicitons également les autres membres du Bureau de la Commission.

Au cours du débat général à l'Assemblée générale comme de celui à la Commission, l'accent a été mis sur les changements importants survenus dans la communauté internationale au cours de l'année écoulée. Ma délégation reconnaît que, le plus souvent, ces changements ont été positifs et ont suscité l'espoir et l'aspiration de connaître un monde plus pacifique et plus sûr. Convaincus que dans ce nouveau climat, les perspectives d'une action efficace de renforcement de la

M. Tucker (Bahamas)

paix et de la sécurité internationales étaient plus plausibles, de nombreux dirigeants du monde se sont prononcés en faveur de la création d'un nouvel ordre international. Dans ce nouvel ordre, la paix, la sécurité et la coopération mutuelle seraient la norme et les notions de collaboration, de consultation et d'action collective régiraient les relations entre Etats.

Pour la première fois, il semble réaliste d'envisager que les structures militaires puissent être démantelées, les budgets militaires réduits et les ressources ainsi libérées consacrées au développement. La création d'un dividende de paix demeure à l'ordre du jour, et ma délégation persiste à croire qu'il est logique de formuler un tel espoir même s'il ne se réalise pas dans l'immédiat.

Paradoxalement, au moment où la communauté internationale semble prête à renouveler son attachement à la paix et à la sécurité internationales et au désarmement général et complet, elle se trouve confrontée à la menace d'une guerre de grande envergure. Compte tenu du fait que toutes les parties possèdent des armes perfectionnées, telles que des armes chimiques, nucléaires et classiques, nous craignons que la guerre dans le Golfe ne soit plus dévastatrice que toutes les guerres précédentes. La crise du Golfe nous révèle que notre rejet de la guerre et nos efforts en faveur de la paix ne nous mettent pas à l'abri du déclenchement d'une guerre. Dans cette optique, on peut considérer que nos efforts sont, au mieux, ténus.

Cependant, il nous appartient de prendre des mesures importantes pour améliorer les perspectives de paix et de sécurité internationales. Parmi ces initiatives récentes que ma délégation estime d'une importance capitale pour le processus de désarmement et pour la paix et la sécurité, je citerai : les accords bilatéraux entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des armes nucléaires et l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, les initiatives prises par les Etats parties au Traité de Varsovie dans les domaines relatifs aux mesures propres à accroître la confiance et la sécurité, et l'accord conclu entre les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de négocier sur les armes nucléaires tactiques à la suite de la conclusion d'un accord sur les forces classiques en Europe.

Les accords réalisés sur un modèle de traité sur la réduction des armes stratégiques et sur les mesures de vérification du Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires favoriseront aussi grandement nos efforts. Les Bahamas souhaitent toutefois souligner l'importance qu'elles accordent à

M. Tucker (Bahamas)

l'accord bilatéral sur la limitation des armes chimiques conclu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Nous espérons que cet accord encouragera l'adoption des mesures nécessaires à la conclusion d'un traité multilatéral sur cette question.

Nous abordons la dernière décennie du XXe siècle, et le désarmement complet n'est toujours pas réalisé. Ma délégation juge inquiétant le fait que la prolifération des armes nucléaires demeure une menace pour l'humanité pendant la troisième Décennie du désarmement. Les Bahamas sont fermement convaincues que la prévention de la guerre nucléaire et la promotion du désarmement nucléaire doivent continuer de se voir conférer la plus haute priorité par la communauté internationale, mais les Etats non nucléaires doivent également jouer un rôle nécessaire dans cet effort.

La question d'une interdiction totale des explosions expérimentales d'armes nucléaires figure en bonne place, depuis 1954, dans les discussions sur le désarmement multilatéral, et des dizaines de résolutions demandant une interdiction globale des essais ont été adoptées. Ma délégation affirme que l'adoption d'un traité d'interdiction globale des essais est un premier progrès tangible sur la voie de la réduction des armes et du désarmement nucléaire. En conséquence, les Bahamas font partie des Etats non nucléaires qui soutiennent la conversion du Traité d'interdiction partielle des essais en un traité d'interdiction totale. Le résultat de la quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération (TNP) relatif à l'interdiction totale des essais nous a déçus mais non pas découragés. Nous demandons instamment que tout soit fait pour que les obstacles existants n'influencent pas les négociations lors de la Conférence d'aménagement de 1991.

M. Tucker (Bahamas)

Par ailleurs, aucun traité n'a été conclu par la communauté internationale en vue d'interdire la production d'une catégorie spécifique d'armes classiques. Il n'en demeure pas moins que la réduction des armes classiques constitue un élément essentiel et intégral de nos efforts de désarmement. Les initiatives, entre autres les négociations de Vienne sur les forces classiques en Europe, reçoivent donc l'appui total des Bahamas, étant donné leur potentiel à résoudre ce problème.

Ma délégation est convaincue que seules les mesures requises d'instauration de la confiance sauront garantir des avancées positives vers le désarmement. En particulier, les Etats non nucléaires doivent recevoir l'assurance que non seulement les armes nucléaires ne seront pas utilisées contre eux, mais qu'il existe un ferme engagement de la part des Etats nucléaires en faveur d'une réduction qualitative et quantitative des armes nucléaires. En même temps, nous estimons que les Etats non nucléaires devraient être aidés dans leurs efforts en vue d'acquérir une technologie nucléaire à des fins pacifiques.

En tant qu'Etat partie au Traité de Tlatelolco portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, les Bahamas appuient la création de zones semblables en Asie du Sud et au Moyen-Orient. Nous recommandons également que soit appliquée la recommandation sur la dénucléarisation de l'Afrique afin d'empêcher la prolifération des armes nucléaires sur ce continent. De même, nous voudrions encourager tous les efforts destinés à faire cesser les essais nucléaires et les manœuvres militaires dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi que la mise au point, la production, le stockage et l'emploi d'armes radiologiques. Les effets des armes nucléaires sur l'environnement, signalés à notre attention dans le Rapport du Secrétaire général, ont accru nos inquiétudes à cet égard. Nous estimons que cet avertissement doit encourager les pays soucieux de prévenir la dégradation de l'environnement à cesser leurs activités dans ce domaine.

La crise actuelle du Golfe nous rappelle que le transfert et le commerce d'armes et de technologie militaire peuvent, en l'absence de transparence, être une menace directe à la paix et à la sécurité internationales. Nous appelons à l'instauration du degré de transparence requis, non seulement pour contrôler et surveiller les transports d'armes, mais également pour empêcher que ces armes, une fois acquises, ne soient employées sans discernement.

M. Tucker (Bahamas)

L'environnement de la sécurité internationale a été assurément transformé par les événements survenus en Europe orientale et par la fin de la guerre froide. Des réunions telles que la Conférence sur le désarmement ont débouché sur des conclusions et des recommandations concrètes qui devraient orienter nos efforts. Le rétablissement du Comité spécial dans le processus de négociations est un des nombreux pas importants que nous avons fait dans la bonne direction. Cela augure bien de nos efforts collectifs en vue du désarmement général et complet. Dans ce processus, les Nations Unies assurent un rôle indispensable en imprimant l'orientation nécessaire aux progrès vers le désarmement complet et général et en servant de forum au sein duquel de tels progrès s'accomplissent. Il incombe cependant aux Etats Membres d'apporter à l'Organisation le soutien dont elle a besoin. De même, les Etats Membres doivent coopérer entre eux afin de garantir des progrès substantiels vers un monde exempt d'affrontements, de course aux armements et de menaces d'anéantissement nucléaire. Les Bahamas promettent de soutenir cet effort louable et essentiel.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est la représentante du Comité international de la Croix-Rouge, Mme Denise Plattner. Je l'invite à prendre la parole.

Mme PLATTNER (Comité international de la Croix-Rouge) : Par un des tout premiers textes internationaux visant à imposer des limites à la conduite de la guerre, à savoir la Déclaration de Saint-Petersbourg de 1868, les représentants des Etats signataires ont exprimé leur conviction que "l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat, ou rendraient leur mort inévitable" serait "contraire aux lois de l'humanité". En conséquence, ces mêmes Etats se sont engagés à renoncer à l'emploi d'un certain type de projectile explosible et susceptible de causer des blessures particulièrement horribles. Ainsi, en 1868 déjà, les Etats ont exprimé un principe qui est aujourd'hui l'une des règles fondamentales du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés.

Ce sont les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907 qui ont transformé le principe de Saint-Petersbourg en une règle juridique. Le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux - le Protocole I - a finalement donné à la règle sa forme actuelle, par son article 35, dont le paragraphe 2 se lit ainsi :



Mme Plattner

"Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus."

Cette interdiction est la conséquence d'un des principes fondamentaux du droit international humanitaire qui a trouvé son expression dans le même article 35 du Protocole I, à son premier paragraphe :

"Dans tout conflit armé, le droit des Parties au conflit de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité."

Par ailleurs, l'article 36 du même Protocole I enjoint les Etats parties à ce traité de déterminer, à l'occasion de l'étude, de la mise au point, de l'acquisition ou de l'adoption d'une nouvelle arme, si l'emploi de cette arme est interdit par le droit international.

Ce bref regard sur l'histoire et la place actuelle de la règle qui interdit d'employer des armes et des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus - ou qui en limite l'emploi - a pour but de rappeler que la Convention de 1980, dont nous célébrons cette année le dixième anniversaire, est fermement ancrée dans le droit international humanitaire. Par ses trois protocoles, elle concrétise en effet une règle fondamentale du premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève et en permet l'application à des armes spécifiques.

Il y a 10 ans, le CICR s'est félicité de l'adoption de la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques par la Conférence que les Nations Unies avaient réunie à cet effet. Il était heureux d'avoir contribué au succès de la longue et patiente négociation, notamment par l'organisation des travaux préliminaires. Même s'il n'a été qu'observateur à la Conférence qui a abouti à l'adoption de la Convention, le CICR soutient pleinement son objectif, notamment pour les raisons suivantes.

Premièrement, avec ses trois protocoles qui, chacun, interdisent ou restreignent l'usage d'une catégorie d'arme, la Convention de 1980 contribue directement à l'objectif général du droit international humanitaire de poser des limites aux souffrances provoquées par les hostilités.

Deuxièmement, la Convention de 1980 est un traité qui est ouvert vers l'avenir. En effet, par la négociation de protocoles supplémentaires, il est possible d'interdire d'autres méthodes ou moyens de combat - ou d'en limiter

Mme Plattner

l'emploi - qui seraient contraires à la règle générale de l'article 35 du Protocole I et dont les effets néfastes soulèveraient de graves problèmes d'ordre humanitaire.

Troisièmement, la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui réunit les Etats parties aux Conventions de Genève et les différentes composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a exprimé à plusieurs reprises son appui à la Convention de 1980. Ainsi, la vingt-cinquième Conférence internationale, qui a siégé à Genève en 1986, a adopté une résolution par laquelle elle prie instamment tous les Etats de devenir parties à cette convention (résolution VII).

Pour ces raisons, le CICR souhaite que la Convention de 1980 sur l'interdiction ou l'emploi de certaines armes classiques soit largement acceptée par la communauté internationale. Il se permet de vivement encourager les Etats qui ne l'ont pas encore fait de saisir l'occasion du dixième anniversaire de cette convention et de ses trois protocoles pour en devenir parties.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission a ainsi achevé le débat général sur toutes les questions relatives au désarmement.

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent exercer leur droit de réponse. Je tiens toutefois à leur rappeler que la Commission suivra la procédure précédemment arrêtée à ce sujet.

M. MALIK (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Dans sa déclaration, le représentant de l'entité sioniste a cherché à brouiller les questions et à déformer des faits qui sont suffisamment clairs et connus de tous les Etats.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant d'Israël pour une motion d'ordre.

M. ZIPPORI (Israël) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous prie de rappeler au représentant de l'Iraq que l'usage à l'Organisation veut qu'on appelle un Etat par son nom. Je représente l'Etat d'Israël. Je suis fier d'être sioniste, mais le nom de mon Etat ne s'appelle pas "entité sioniste", pas plus que l'Iraq ne s'appelle "dictature de Saddam Hussein". Je propose donc que le représentant de l'Iraq s'en tienne à l'usage et, s'il veut faire des observations au sujet d'Israël, qu'il le désigne par son nom.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie le représentant de l'Iraq de respecter les règles de procédure des Nations Unies qui veulent que chaque Etat Membre soit désigné par son nom et de poursuivre sa déclaration.

M. MALIK (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Personne ne peut m'imposer, ou changer, une expression que je souhaite employer.

Le représentant de l'entité sioniste cherche à brouiller la question et à déformer des faits qui sont suffisamment clairs et connus de tous les Etats. Vu l'heure tardive, je ne serai pas très long à répondre aux allégations formulées par ce représentant.

Il doit d'abord établir la véracité et la crédibilité de ce qu'il avance. L'entité sioniste est-elle prête à déclarer ouvertement et sans équivoque qu'elle est prête à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à soumettre ses installations nucléaires aux garanties et aux inspections? Dans la négative, cela signifie tout simplement que les allégations de ce représentant sont des mensonges.

M. Malik (Iraq)

L'Iraq, comme cela est connu, est un des signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et soumet régulièrement et ouvertement ses installations - qui servent à des fins pacifiques - aux garanties et aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

La politique d'agression de l'entité sioniste est connue de tous. Son occupation du territoire palestinien, du Golan et du Liban, sa persécution du peuple palestinien dont la dernière manifestation a été le massacre de Haram Al-Charif, ainsi que ses attaques armées contre l'Iraq et la Tunisie et sa coopération avec l'Afrique du Sud sont quelques exemples de son odieuse politique.

Conformément à cette politique d'agression, il a mis en oeuvre un programme nucléaire et introduit l'arme nucléaire dans la région avec l'assistance de l'Ouest, en particulier des Etats-Unis d'Amérique. L'entité sioniste possède actuellement un arsenal d'armes nucléaires, biologiques et chimiques et, en conséquence, constitue une grave menace pour les Etats de la région.

L'Iraq, par l'intermédiaire de son Président, Saddam Hussein, a lancé en avril de cette année une initiative visant à déclarer le Moyen-Orient zone exempte de toutes armes de destruction massive et à établir un lien entre la destruction des armes nucléaires et la destruction des armes chimiques dans la région. Cette initiative montre une volonté sincère de débarrasser la région de toutes les armes de destruction massive.

L'entité sioniste est-elle d'accord avec cela?

M. ZIPPORI (Israël) (interprétation de l'anglais) : Je regrette de retenir les membres de la Commission, mais, franchement, je ne crois pas que nous puissions achever le débat général sur cet ensemble de contre-vérités que nous présente la délégation de l'Iraq, pays qui a été accusé par six ou sept résolutions du Conseil de sécurité d'avoir violé l'intégrité territoriale de son Etat voisin, le Koweït, annexé cet Etat et essayé de l'effacer de la face du globe, en employant toutes les méthodes de la guerre moderne. Heureusement pour le peuple du Koweït, l'Iraq a pu y arriver sans devoir recourir à aucune partie de son vaste arsenal d'armes chimiques, avec lequel il a menacé les Etats-Unis et Israël.

M. Zippori (Israël)

Nous n'avons pas à citer personne, si ce n'est le Président de l'Iraq, Saddam Hussein, en ce qui concerne la possession d'armes chimiques par l'Iraq et les menaces qu'il a proférées à l'égard d'autres pays, dont la menace qu'il a faite une fois d'anéantir la moitié d'Israël et sa menace, d'autres fois, de l'attaquer. Cela est une preuve supplémentaire, si besoin en est, de la violation par l'Iraq de la Convention de Genève de 1925. L'emploi qu'il a fait de ces armes dans la guerre contre l'Iran et contre sa propre population ainsi que son intention de les utiliser ne sont-elles pas des violations de l'esprit et de la lettre de la Convention?

M. Zippori (Israël)

Pour ce qui est de la violation du Traité sur la non-prolifération, il n'y a certainement aucun rapport ni aucune corrélation entre la question de savoir si Israël a signé ou non le Traité sur la non-prolifération. Nous ne sommes pas le seul pays qui n'ait pas signé le Traité sur la non-prolifération. Nous avons expliqué à plusieurs reprises à la Première Commission et ailleurs aux Nations Unies quelle était notre position sur la non-prolifération ainsi qu'à l'égard du Traité sur la non-prolifération.

Mais l'Iraq a signé le Traité sur la non-prolifération. Comment le représentant de l'Iraq peut-il donc expliquer la déclaration de son président à la télévision française, le 9 juillet 1990, selon laquelle l'Iraq n'aurait pas d'armes atomiques? Je suis prêt à croire que l'Iraq n'avait pas d'armes atomiques à ce moment-là. Mais il a poursuivi en disant que :

"Si l'une des nations occidentales désire nous aider à produire des armes nucléaires pour compenser les armes que possède Israël"

- ce dont il n'y a aucune preuve -

"dans ce cas, nous ne voyons aucune objection à cela."

Comment ce désir de posséder des armes nucléaires peut-il être concilié avec les obligations assumées par l'Iraq aux termes de l'article II du Traité sur la non-prolifération?

Tous les commentateurs parlant du Moyen-Orient au cours de l'année écoulée ont fait des commentaires sur la campagne illégale de l'Iraq - "illégale" parce qu'elle utilisait des moyens illégaux - afin d'acquérir les composantes d'armes nucléaires. Je ne citerai que quelques sources. Il y en a une ancienne, qui est un article de M. J. Snyder dans The Middle East Journal, intitulé "Sur la route d'Osiraq : la recherche de la bombe par Bagdad". Leonard Spector, la première autorité mondiale en matière de non-prolifération, dans "Going Nuclear"; Mid-East Markets; les magazines allemands Stern et Der Spiegel; l'Economist de Londres; The Washington Post; The New York Times; le magazine Time; et de nombreuses autres sources ont toutes documenté les efforts fiévreux de l'Iraq afin d'acquérir les composantes d'une arme nucléaire. Les lacunes dans le régime du Traité sur la non-prolifération et dans le système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont l'Agence elle-même est très consciente, ont été exposées en détail dans le Bulletin of the Atomic Scientists, dans une série d'articles parus dès décembre 1988.

M. Zippori (Israël)

Je pense donc que nous savons tous exactement quelle est la position de l'Iraq à l'égard du Traité sur la non-prolifération et sur la non-prolifération, à l'égard de la menace ou de l'emploi de la force, et sur toute la question du désarmement en général.

La séance est levée à 18 h 15.